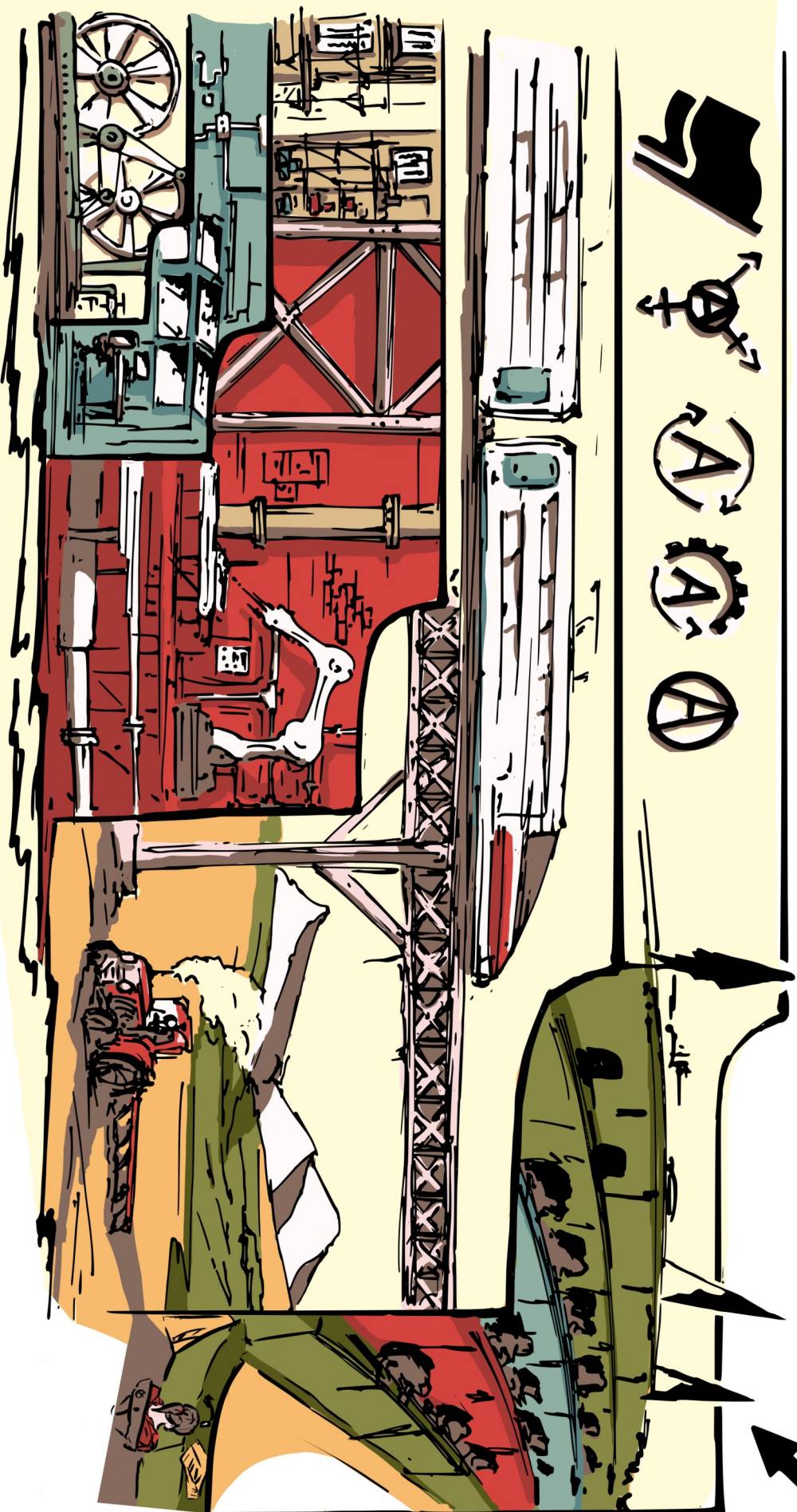
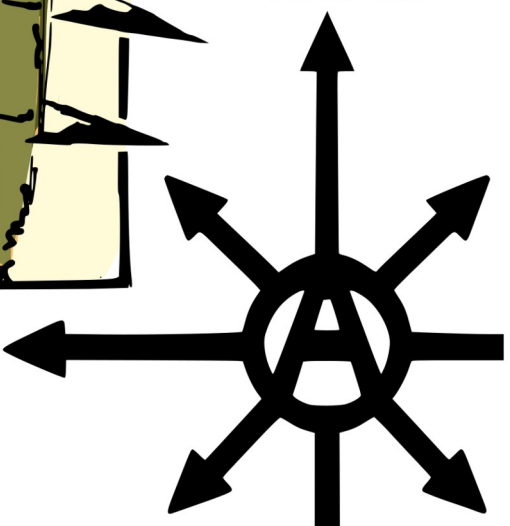


LA BOUCHE DE FER



**LE MAGAZINE ANTI-AUTORITAIRE POUR UNE ORGANISATION
SANS MYTHES, SANS PENSEE UNIQUE, SANS ELITISME**

**Dans ce numéro : un transfémisme anarchiste,
contre la hiérarchisation des luttes**

NUMERO SPECIAL N°1 - AVRIL 2025



2 Edito

Parti et pouvoir



4 L'association en « Parti » et la trajectoire communiste – Crabi

8 Pouvoir Bicéphale – Crabi

Lutte de terrain



11 Vers un transfémisme anarchiste, contre la hiérarchisation des luttes – Crabi

Interventionnisme, productivisme et révolution

12 Quand Proudhon cherchait une alternative entre libéralisme paternaliste et socialisme autoritaire – Gecko et Rosen

Guerre civile espagnole

17 Extrait du Bilan critique de l'Espagne Libertaire – Crabi & Alpargata



EDITO

Par Gecko

L'atmosphère médiatique étouffante semble avoir rendu les discussions militantes de fond obsolètes. Il ne reste guère de place quand celui-ci est monopolisé par les lubies « anti-wokistes » – racistes et décomplexées – de la droite, ou l'obsession de la gauche pour sauver les gouvernements des naufrages d'extrême droite – une préoccupation peut-être louable mais qui prend le pas sur tout le reste.

Nous avons une responsabilité collective dans cette situation. En répétant sans cesse les mêmes idées reçues sur le néolibéralisme, la révolution, le parti, l'État-providence ces cinquante dernières années, nous n'avons fait qu'aggraver la désorientation militante en refusant les discussions de fond sous prétexte qu'elles diviseraient, désorganiseraient, démoraliseraient. Pourtant, la démoralisation est bien là et beaucoup de militant-es cèdent à la peur et au désespoir. Les raisons légitimes sont multiples : génocide des Palestinien-nes, guerres en Ukraine et au Soudan et montée apparemment inexorable du nouvel ordre fasciste laissant les institutions libérales auxquelles nous avons confié nos droits et libertés, stupéfaites, mortes debout.

La Bouche de Fer, ancienne revue du groupe E. Armand de la Fédération Anarchiste et aujourd'hui celle du collectif Purple Black, a toujours porté l'ambition d'ouvrir ces discussions au risque de la théorie et des expérimentations. Il est essentiel d'entretenir des forums parallèles aux médias, aux AG et aux autres espaces transformés en champs de bataille où l'indécision n'est plus guère permise. Il faut souligner l'ampleur du travail accompli par Crabi, son courage militant et sa détermination, que ce soit pour rééditer et mettre en page La Bouche de Fer, tout en œuvrant dans les groupes militants pour actualiser l'anarchisme et soutenir les luttes minoritaires comme le montre le troisième article.

Le premier article, écrit par Crabi, critique la croyance persistante dans la nécessité de s'organiser en parti, y compris chez les libertaires « platformistes ». Son deuxième article propose en réponse de s'organiser en contre-pouvoir en multipliant les expériences dans les interstices du capitalisme. Pierre-Joseph Proudhon tenait à cette posture, en faveur des forces économiques contre le socialisme et libéralisme paternalistes, comme le montre le quatrième article de Gecko et Rosen. C'est cette analyse qui a manqué aux militant-es de la CNT pendant la guerre civile espagnole si on suit le résumé de Crabi et Alpargata. Au-delà de la dispersion des forces révolutionnaires, on relève la compromission des leaders auprès des forces gouvernementales, un choix ni évident, ni guidé par la nécessité. D'où le besoin, encore et toujours, de mener ces analyses critiques, même à une époque où tous les vents semblent contraires au mouvement social.

La Bouche de fer

Direction

Collectif **Purple Black**

Contact : Purpleblack.org – hauoro@protonmail.com

Maquette

Crabi

Contributions

Gecko

Rosenklippe

Crabi – Liaison commune de Lyon Fédération Anarchiste

Alpargata

Illustrations réalisées par Crabi

- 1** Couverture « L'organisation anarchiste documentée »
- 2** Symboles Anarchiste syndicaliste, mutueliste et insurrectionnel
- 3** Dessin « Anti-autoritaire »
- 4** Dessin « Association en Parti »
- 5** Dessin « Marxiste, bourgeois théorique »
- 9** Symbole Anarcho-syndicaliste
- 10** Dessin « Fédération anarchiste transparente »
- 11** Symbole Anarcho-transféministe
- 11** Peinture « Anarchisme corps et seins »
- 17** Graphique « Population estimée de révolutionnaires en Espagne en 1918 »
- 18** Dessin « CNT FAI – 1910 à 1936 »
- 20** Dessin « Carte de l'Espagne libertaire en 1936 »
- 22** Dessin « Anarchisme et collectivisme en 1936 »
- 25** Pochette d'album du groupe de thrash crossover « Strive to Offend »
- 26** Dessin « Pour une organisation libre »



L'association en « Parti » et la trajectoire communiste

Ce texte – écrit à l'occasion d'un symposium au sujet de la notion de « parti » dans le champ politique national – introduit à la stratégie du "Parti" politique dans une perspective historique et contemporaine. L'objectif est de revenir sur les limites et défauts de cette forme d'organisation que la "gauche" tient aujourd'hui pour acquise.

Que signifie "s'organiser en parti" du point de vue de la gauche

Dans la langue commune : « Un parti politique est un groupe de personnes possédant des idées politiques communes réunis en association [...] Il nomme également ses propres candidats aux différentes élections [pour] obtenir des mandats politiques. »¹

Qui est représenté ? Les masses sont-elles représentées dans cette organisation ?

Le pouvoir appartient aux tendances majoritaires au sein du Parti. Le Parti est une organisation basée sur une centralisation de pouvoir, de ressources et de biens. Les ressources sont amassées et utilisées par ces tendances et pour sa subsistance : les biens – locaux, matériaux et journaux – servent au Parti.

Cette structure est très souvent fédéraliste où, selon les idéologies portées par ledit Parti, les localités/comités se chargent plus ou moins des activités qui leur sont locales suivant des consignes nationales.

Selon Jean² et Monica Charlot³, ces partis doivent avoir une base électorale stable pour subsister dans le temps. Alors, les campagnes électorales favorisent l'émergence de régulation et de structuration dans le Parti, afin de gérer tout son électorat et ses élus. En ce sens, en France, **les comités de campagne deviennent permanents, formant des sections locales du Parti avec des idées, un programme et des éléments de langage. Autrement dit les comités, composés de sympathisant.es, se transforment**

avec le temps en sections locales, avec des cotisant.es/membres du Parti.

Ce processus d'institutionnalisation, qui reflète l'intégration des partis dans le système politique, nécessite des ressources financières et des compétences organisationnelles.

Cette professionnalisation des partis politiques conduit à la création de divers services et structures destinés à maintenir et élargir leur influence. Les partis les plus institutionnalisés, comme ceux de masse, suivent une logique particulière : leur compétitivité électorale repose sur la mobilisation de leurs membres, un travail intensif sur le terrain, ainsi que sur l'introduction de cotisations et de contributions. **Des délégués et des élites, responsables devant les membres du parti, assurent la gestion et la direction de ces mécanismes.**



Ces partis de masse justifient et renforcent leur idéologie à travers des structures qui leur confèrent une légitimité et une image publique cohérentes. Ils témoignent ainsi de l'institutionnalisation de la vie politique, où le rôle des partis va au-delà de la simple organisation électorale, pour inclure des pratiques de gestion de ressources sociales, symboliques et financières.

1 Définition wikipedia de « Parti Politique »

2 Politologue français

3 Historienne franco-britannique, spécialisée dans l'étude de la civilisation britannique

Daniel Gaxie⁴, dans son ouvrage « Le cens caché » souligne que cette institutionnalisation peut aboutir à la formation de barrières invisibles empêchant les militant.es de la base d'arriver dans un cercle élevé. Les partis fournissent ainsi des **ressources monétaires, sociales et symboliques à leurs membres les plus influents, renforçant encore l'institutionnalisation de leur structure interne.**

Un exemple : Il est primordial de noter que le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) à ses débuts mélangeait marxistes et anarchistes jusqu'aux départs de ces dernier.es. L'accès aux organes fonctionnels du Parti étant régis par des socialistes de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), une grande partie des activités organisées par les anarchistes étaient dénigrées et sabotées.

« Presque 10000 membres à sa fondation, aujourd'hui entre 2000 et 2500 membres : ces chiffres, pourtant significatifs, disent pourtant encore mal l'effondrement rapide de la promesse NPA. Le NPA n'a pas su trouver les voies d'un nouveau type d'organisation, inventant des pratiques militantes renouvelées davantage ajustées à la perspective d'auto-émancipation des opprimés. [...] Le NPA n'a pas su résister à la culture avant-gardiste de son axe initiateur, la LCR, dont le jeune Trotsky avait saisi lucidement les effets « substitutistes » (substitution du parti aux masses, des dirigeants aux militants, etc.) contre Lénine.^{5,6} »

Le parti construit-il son peuple ? Focus sur les Partis « révolutionnaires »

« Seule une révolution pourra guérir notre société des maux qui la rongent [...] c'est-à-dire d'arracher des mains des capitalistes la gestion des usines, des banques, des mines, des terres, de l'énergie et des transports. [...] **Cette transformation profonde ne pourra se faire qu'au travers d'une révolution de l'ampleur de la révolution russe.** [...] Pour arracher durablement les moyens de production aux capitalistes, les réorganiser et les développer pour satisfaire les besoins de l'humanité, la classe ouvrière **aura besoin du pouvoir politique.** [...] Pour surmonter ces obstacles [provenant de l'Etat et de la bourgeoisie] et vaincre, les exploités auront besoin d'un parti qui se fixe cet objectif, et dont l'ensemble de la politique tende vers la préparation de ces périodes d'affrontement contre la bourgeoisie. [...] **Le parti révolutionnaire devra avoir de profondes ramifications dans la classe ouvrière et dans l'ensemble des couches exploitées de la société pour pouvoir en exprimer les intérêts communs, les aider à s'organiser pour détruire l'État de la bourgeoisie et prendre le pouvoir.** »

4 Politiste Français

5 Dans Léon Trotsky : Nos tâches politiques (1^{er} éd. : 1904)

6 Pourquoi je quitte le NPA pour la Fédération Anarchiste – Philippe Corcuff – 4 février 2013

– Pourquoi faut-il un parti communiste révolutionnaire ? –
Lutte Ouvrière – 26 janvier 2009

Il est possible de dire que la plupart des partis révolutionnaires de gauche prônent des idées marxistes. Souhaitant tous l'organisation des « travailleurs » à travers leur **propre Parti** dirigé par leurs propres militant.es informé.es et éclairé.es. Conscient.es de la nécessité de l'établissement du socialisme et d'une « phase transitoire ».

Avant la Révolution, son objectif est de renforcer sa légitimité au sein des assemblées révolutionnaires, pour ensuite les prendre en main et les contrôler. D'où l'importance de l'organisation en « Parti », qui permet aux révolutionnaires d'imposer cette direction dogmatique. La révolution devient possible, en théorie, lorsque l'avant-garde parvient à entraîner la majorité du prolétariat derrière elle.

Après le Dual Power, après la révolte, le Parti détruit et soumet le peuple : Abstract sur la révolution Russe

L'idée du Dual Power⁷, alimentée par de nombreux.es militant.es de la gauche, prend vie avant et pendant « la révolte ». Alors qu'elle met en scène de nombreuses alternatives économiques et politiques, elle est en partie oubliée par le Parti dès qu'il prend le pouvoir. Après la « révolution », **le Parti impose sa politique.** Il soumet le peuple. Il n'entend en rien laisser l'autonomie à des territoires. Son idéal s'impose, par les armes, aux Partis et organisations qui ébranlent son pouvoir.

La révolution russe, saint Graal de ces Partis, en est l'exemple même : **éliminations des opposant.es au Parti Bolchevick, police politique dans toutes les régions, nouvelle couche bureaucratique et économie capitaliste, extermination de tout mouvement de grève et de soulèvement non-bolchevick et mise en place d'un Parti unique.** Aujourd'hui, pour les groupes marxistes révolutionnaires, **leurs actions sont justifiées par la théorie marxiste et la nécessité de la mise en place d'une dictature/transition dirigiste dans un contexte de lutte des classes.** On compte des milliers de notes, de livres et d'articles où ces partisan.es de la révolution bolchevick se justifient de chacune de leurs actions. Elles nous permettent de les résumer :

- Création, en décembre 1917, d'une police politique et de tribunaux d'exception, chargés d'arrêter, juger et condamner par des « méthodes expéditives » les « **ennemis du régime** » **qualifiés de « poux » et d'« agents capitalistes ».** La police est aussi chargée de la traque des dissident.es, de leur expulsion du Parti et de leur

7 Voir Article « Pouvoir Bicéphale » dans ce même magazine.

condamnation pour « activités contre-révolutionnaires ». Sont ciblé.es les socialistes révolutionnaires, les anarchistes, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires de gauche, les sionistes, les bundistes, les pacifistes, les démocrates, les libéraux du Parti constitutionnel démocratique, et, bien sûr, les « Blancs » (partisan.nes de la monarchie)

- Dissolution de l'assemblée constituante en 1918 dans la violence et par le Parti Bolchevick. Le 28 novembre, Lénine interdit le parti des KD⁸, accusé d'être contre-révolutionnaire et fait arrêter ses dirigeants. Le 12 décembre, il publie dans la Pravda ses *Thèses sur l'Assemblée constituante* où il expose que l'Assemblée constituante russe est constituée de partis bourgeois ; accepter sa domination serait un recul pour la révolution sociale.
- Le 18 mars 1921, l'Armée rouge réprime dans le sang la révolte de Kronstadt, dont les marins avaient exigé le retour au « pouvoir des soviets » et la fin du monopole bolchevique. **Trotsky justifie cette répression⁹** : « Les soviets dominés par les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes ne pouvaient servir que de marchepieds pour passer de la dictature du prolétariat à la restauration capitaliste. Ils n'auraient pu jouer aucun autre rôle, quelles qu'aient été les « idées » de leurs membres. Le soulèvement de Cronstadt avait ainsi un caractère contre-révolutionnaire »¹⁰.

Il est inévitable dans une révolution menée par le Parti que **les rapports de forces, qui existaient lors des assemblées s'étendent à la répression armée**. Les divergences qui autrefois étaient traitées par des débats sont maintenant traitées par des exécutions. Tout cela sous couvert de « théories » justifiant le Parti comme intelligent et pure contre des masses petites bourgeoises ou bien illétrées et inaptes à s'organiser :

Les massacres sont assumés par la tendance régissante, car de fait, le Parti suit une logique marxiste dialectique et construit son peuple en s'inspirant des expériences passées, en supprimant les « contre-révolutionnaires ». La pseudo lutte des classes qu'il mène doit **mettre son Parti**,

8 Parti constitutionnel démocratique - Libéral

9 La question de Kronstadt constitue un épisode clé de l'histoire de la révolution russe, illustrant la volonté des bolcheviks de réprimer les mouvements révolutionnaires qui échappaient à leur contrôle. En 1921, les marins de Kronstadt, initialement alliés aux bolcheviks, se révoltent contre le gouvernement soviétique en raison de la répression croissante, des pénuries alimentaires et de la dictature du Parti unique. Cette révolte montre comment les communistes, au nom de la préservation de la révolution, écrasent toute opposition interne, y compris les organisations révolutionnaires non-communistes, qu'ils jugent contre-révolutionnaires. Ils cherchent ainsi à affirmer leur autorité sur des territoires où ils ne sont pas encore en position de domination, et à éliminer les courants révolutionnaires qui contestent leur pouvoir centralisé. Cette répression de Kronstadt marque un tournant, en révélant la transformation du Parti bolchevik, initialement porteur des idéaux émancipateurs, en un instrument autoritaire de contrôle totalitaire.

10 Œuvres - janvier 1938 - Léon Trotsky - « Beaucoup de tapage autour de Cronstadt »

et lui seul, au pouvoir. Bien qu'il soit très souvent composé par la bourgeoisie littéraire et non du prolétariat. Le Parti, qu'il soit trotskiste, léniniste, socialiste ou communiste, n'entend que sa vérité. Il s'oppose à l'existence de tout autre cercle idéologique.

Alors le Parti construit son peuple, à partir de son idéal idéologique par massacres, répressions et flicages.

Quelle place donner à un parti "ouvert", organisé par les libertaires ?

En effet, il serait possible de créer un Parti « anarchiste » (appelé comme cela ?), d'y faire vivre la démocratie directe et de tout faire pour qu'il soit « ouvert ». De faire en sorte que la structure soit un outil pour la lutte et non une instance de pouvoir hiérarchique. Alors, me direz-vous, les partisan.nes de ce parti « libre » arriveraient à se défaire de la corruption et de la violence irraisonnée. Enfin, il participera aux élections locales ou nationales pour faire entendre la voix de ses membres **et celle du peuple**. Une stratégie qui a déjà fait ses preuves, en voici un exemple :

À la suite du congrès de Paris de 1953, la Fédération anarchiste se transforme en Fédération communiste libertaire (FCL) par un vote majoritaire de 71 mandats contre 61. (Les autres noms proposés étant « Parti communiste anarchiste » et « Parti communiste libertaire ») Cette crise qui prend ses racines en 1920¹¹, a fortement affaibli l'organisation, car la Fédération ne regroupe cette année 1953 qu'environ 130 à 160 militant.es.

En décembre 1955, la FCL décide de présenter des "candidats révolutionnaires" aux Élections législatives françaises de 1956. Ils feront un score dérisoire et Georges Fontenis¹² considère par la suite cette tentative électoraliste comme « une erreur quelque peu ridicule »¹³, qui a entraîné la scission de plusieurs groupes actifs. Ces groupes formeront ensuite les Groupes anarchistes d'action révolutionnaire (GAAR)¹⁴. Pour Christian Lagant, l'éditeur de la revue Noir et rouge, la FCL était devenu un « parti plus trotskiste que libertaire qui devait se suicider politiquement après le summum de la participation aux élections législatives de 1956 ».

L'« Union Communiste Libertaire », structure communiste libertaire française, se targue d'une volonté de « synthèse » dans le sens du marxisme et non de l'anarchisme. Elle souhaite devenir la plateforme du peuple, à l'image d'un Parti :

« Mais en même temps nous nous définissons comme un courant nouveau, produit d'une volonté de synthèses et de dépassements multiples. [...] Nous voulons devenir

11 « Les anarchistes et les élections : histoire, théories et pratiques » - Archive du Monde Libertaire

12 Initiateur de la création de la FCL

13 Georges Fontenis, *Changer le monde. Histoire du mouvement communiste libertaire (1945-1997)*, éd. Le Coquelicot/Alternative libertaire, 2000, page 128.

14 Christian Lagant, *Noir & Rouge* n°9

demain une force politique majeure, qui donne au courant libertaire « lutte de classe » une assise auprès des larges masses, et ce dans un mouvement révolutionnaire, s'inscrivant dans un mouvement ouvrier refondé et renouvelé. »

– Manifeste de l'UCL – Une démarche ouverte & Un courant nouveau – 26 juillet 2019

Aussi, l'UCL refuse toute participation et collaboration avec des anarchistes des courants mutuellistes, individualiste ou « autonomes ». Souhaitant garder pure leur tendance marxiste au sein de leur organisation, à l'image d'une organisation marxiste et d'un Parti.

Très récemment, des groupes comme l'« Envol » à Bordeaux ou bien « Acide » à Toulouse ont quitté l'UCL. Ils dénoncent l'approche de « Parti » de l'organisation :

« Au lieu de chercher à résoudre ces problèmes, l'UCL s'enfonce dans une fuite en avant où une minorité de personnes continue de tenir une barque qui prend l'eau de toutes parts. [...] L'UCL est aussi marquée par une autonomisation des instances fédérales et une logique de centralisation qui vont à l'encontre des règles collectivement définies dans nos statuts. Ceci résulte en une prise de pouvoir discrète : des refus de publication de textes aux modifications de compte-rendu de commissions, en passant par des après-réunions influençant les décisions. Certains espaces d'élaboration politique sont ainsi devenus des entre-soi affinitaires, on peut y retrouver des logiques d'alliances de circonstances qui visent à écarter les éléments les plus critiques et les plus anarchistes. [...] Nous notons, d'ailleurs, que toute critique à leur égard est rapidement balayée d'un revers de la main au nom de la « confiance » et de la « camaraderie ». [...] le Secrétariat Fédéral semble aujourd'hui avoir la main mise sur une grande partie de la gestion de l'organisation. »

– Extrait de la Lettre de départ collectif du groupe de Bordeaux [actuellement « L'Envol »] de la fédération UCL – 10 juillet 2023

Le récent pas en arrière de l'UCL concernant l'association avec la Fédération Anarchiste (et d'autres organisations) dans une tribune anti-électorale marque au fer nos différences et nos critiques¹⁵. L'UCL collabore avec les marxistes du NPA dans les élections et n'assume plus son anti-électorisme avec les anarchistes.¹⁶

Conclusion

Hors du contexte révolutionnaire, le Parti est une structure qui dépend étroitement de son environnement sociopolitique. Il se structure et se professionnalise pour devenir un acteur politique stable et bien établi. Cette institutionnalisation renforce finalement une bureaucratie

interne, concentrant la direction et les ressources du Parti entre les mains d'une élite dirigeante.

Dans un contexte révolutionnaire, cependant, le Parti est un outil avant-gardiste, censé diriger le peuple après la révolution. Le paysage politique, admettant l'existence de multiples courants de pensée, met en péril l'objectif initial du Parti et le place en opposition avec d'autres Partis ou organisations. Alors, pour exister, il doit adopter une ligne politique stricte et autoritaire, cherchant à éliminer ses adversaires jusqu'à sa prise de pouvoir. L'élite dirigeante, constituée avant la révolution, mène alors la répression au nom de l'idéologie du Parti.

Pour résoudre ces soucis autoritaristes et génocidaires, les anarchistes platformistes libertaires proposent la mise en place d'une organisation fédéraliste et communiste libertaire. Toutefois, la « plateforme »¹⁷, en dépit de ses intentions, ne parvient souvent qu'à reproduire des mécanismes bureaucratiques similaires à ceux des Partis révolutionnaires : une ligne politique fermée et rigide, créant ainsi une organisation centralisée. Ces dérives démontrent qu'une telle structure finit par devenir aussi autoritaire que les partis qu'elle entendait dénoncer.

Ainsi, toute organisation – qu'elle soit qualifiée d'"anarchiste" ou non – adoptant une structure centralisée, ne peut véritablement fonctionner selon les principes anarchistes. Cette centralisation est en contradiction avec l'essence même de l'anarchisme, qui repose sur l'autonomie, la décentralisation et la liberté individuelle.

On pourrait affirmer que l'organisation en Parti semble « efficace » pour se débarrasser du capitalisme. Cependant, cette efficacité s'accompagne souvent de méthodes extrêmes, telles que les politiques génocidaires et les purges idéologiques, comme l'ont démontré certains régimes communistes et socialistes au XX^e siècle. Dès lors, il devient crucial de critiquer l'existence même du Parti, non seulement parce qu'elle va à l'encontre des principes de l'anarchisme, qui prône l'abolition des structures de pouvoir hiérarchiques, mais aussi parce qu'elle engendre inévitablement des dérives autoritaires. En effet, le Parti centralise le pouvoir, créant des élites dirigeantes qui finissent par reproduire des mécanismes d'oppression, qu'elles soient contre le capitalisme ou non.

Crabi – Liaison commune de Lyon – Fédération Anarchiste

17 Le terme "Plateforme" a été introduit aux anarchistes européens par des anarchistes russes fuyant la révolution russe de 1917. Ces derniers, témoins des événements de la Révolution d'Octobre et des méthodes des bolcheviks, s'en inspirèrent en constatant l'efficacité organisationnelle du mouvement bolchevik. Dans ce contexte, la "Plateforme" représente une tentative des anarchistes de formaliser et d'organiser davantage leur mouvement, inspirée par le modèle de centralisation et de discipline des bolcheviks, tout en cherchant à éviter le contrôle autoritaire qu'ils reprochaient au régime soviétique. Cette démarche visait à créer une organisation révolutionnaire plus cohérente et structurée, capable de faire face aux défis de la révolution tout en restant fidèle aux principes anarchistes.

15 « Bloquer le RN, préparer la contre-attaque ! » - Coordination fédérale de l'UCL, 16 juin 2024

16 À propos des 34 démissionnaires de l'UCL - par René Berthier - le 3 janvier 2022

Pouvoir Bicéphale

Le dual power est un concept de stratégie militante qui désigne la construction d'un contre-pouvoir populaire qui rentre en contradiction avec le pouvoir politique. Le terme vient à l'origine du léninisme, mais il a existé avant lui et a été réactualisé sous d'autres formes.

L'objectif du Dual Power est la mise en réseaux des organisations de lutte (sociétés de résistance/syndicats), de propagande (partis/groupes) et – le plus important – des organes économiques ou sociaux autogérés (coopératives, soupes populaires, banques et assurances mutuelles, bourses du travail...).

On peut noter à la fin du XIX^e siècle, un grand nombre de pratiques d'entraide sous cette forme : les coops/scops donnaient de l'argent aux caisses de grève, les familles de la campagne (voire celles à l'étranger) accueillaient le temps des grèves les enfants des ouvriers mobilisés. On peut aussi évoquer les pratiques de mutualités employées à l'échelle internationale pour que les syndicats des différents pays se soutiennent économiquement.

La Lutte et l'Entraide de Nicolas Delalande (2019) évoque cette question et révèle son origine au sein du mouvement mutuelliste. Pierre-Joseph Proudhon avait imaginé la possibilité de "réseauter" des coopératives autour des banques du peuple (banques mutuelles), créant des bastions de résistance au capitalisme et favorisant les pratiques émancipatrices. On peut donc comprendre le dual power comme l'émancipation économique progressive du travailleur de l'État. Il permet autant de soutenir des luttes sociales conventionnelles que les efforts révolutionnaires tout en familiarisant les travailleurs avec l'autogestion.

Enfin, chez Lénine, le dual power indiquait en 1917 la contradiction du pouvoir politique du gouvernement provisoire de Kerensky avec le « pouvoir des soviets », qui possédaient dans les faits le véritable pouvoir local en organisant la gestion des ateliers par les travailleurs autant que la sécurité ou l'aide sociale.

Aujourd'hui, pratiquement toutes les branches de l'anarchisme brandissent cet étendard idéologique comme substitut ou additif à la révolution. Le dual power peut être au service du pacifisme : Mutuellisme étroit, Néofourierisme et aujourd'hui libertarianisme de gauche (ou encore individualisme des années 1920 avec les communes libres). Il peut être un auxiliaire à la révolution, sur le modèle des mutuellistes avancées, des collectivistes ou des platformistes et des mutuellistes révolutionnaires plus récemment.

« Comme le monopole idéologique des institutions dominantes est brisé et que les gens s'appuient de plus en plus sur les institutions alternatives (IA), ceux qui ont bénéficié des arrangements existants peuvent chercher à démanteler leurs concurrents débutants. [...] Les institutions de contre-pouvoir (XI) sont créées à la fois pour défendre les IA et pour promouvoir leur croissance. Elles s'efforcent de remettre en question et d'attaquer le statu quo tout en créant, défendant et garantissant un espace pour l'opposition et les institutions alternatives. Elles le font par tous les moyens, des protestations politiques à l'appropriation directe (de plantations, de bâtiments gouvernementaux, d'usines, etc.) pour l'utilisation d'institutions alternatives, en passant par la désobéissance civile ou la résistance armée.

[...] Les changements réels sont en cours, plutôt que d'être reportés à un moment révolutionnaire, de sorte que les besoins non satisfaits par l'ordre préexistant sont satisfaits pendant la lutte et qu'aucun secteur de la

société ne se fait dire que ses préoccupations ne peuvent être traitées qu'après la victoire. En d'autres termes, la création d'IA et de l'espace politique qui leur est destiné présente des avantages intrinsèques, outre l'avancement du projet révolutionnaire. [...] Simultanément, la crédibilité d'une vision révolutionnaire est immensément accrue par sa mise en pratique et par son affinement et son amélioration au fil du temps. [...] Les forces qui seraient envoyées pour réprimer un mouvement révolutionnaire se trouvent confrontées à des personnes qui ont pris le contrôle de leur propre vie, plutôt qu'à des cadres armés qui tentent d'imposer une vision au pays, ce qui pourrait éviter un conflit militaire ou du moins en réduire la gravité.

[...] La prétendue "nécessité" d'une avant-garde révolutionnaire pour guider l'impulsion révolutionnaire se révèle sans fondement : comme le peuple a déjà appris à gérer ses propres affaires, il n'a pas besoin de tutelle d'en haut. La possibilité de cooptation est minimisée : "Lorsque le peuple reconnaît son véritable pouvoir, il ne peut être enlevé par la rhétorique ou ... l'imposition" »

– « An Introduction to Dual Power strategy », Dominick A. Brian – 18 septembre 2002

La vision marxiste

Dans "An Introduction to Dual Power Strategy", Brian A. Dominick, anarchiste plutôt de la tendance mutuelliste, marque les différences significatives entre communistes et anarchistes sur la définition du Dual Power.

Pour l'auteur, les marxistes contemporains insistent sur le fait que les conditions objectives nécessaires à la révolution sociale existent aujourd'hui dans les sociétés nord-américaines et dans l'ensemble du monde industrialisé. Ces conditions, affirme-t-on, sont les formes de production technologiquement avancées qui donnent aux travailleurs

la capacité, et non l'autorité, de répondre à tous les besoins matériels de la population. En d'autres termes, si seuls les travailleurs se soulevaient et prenaient le contrôle des moyens de production, la révolution serait à portée de main, car ils pourraient réorganiser l'allocation et finalement se débarrasser d'une pénurie artificielle de biens matériels et de services. L'élément manquant aujourd'hui, affirment les marxistes, est la condition subjective de la conscience révolutionnaire. C'est-à-dire que le peuple doit devenir révolutionnaire dans son esprit.

L'idéologie marxiste, telle qu'elle est diffusée par les partis "communistes" modernes, est le seul véhicule prétendument capable d'inculquer une conscience révolutionnaire aux "masses". Cette croyance est la raison pour laquelle les marxistes contemporains ont tendance à s'organiser idéologiquement, en diffusant de la propagande, plutôt que pratiquement, comme dans la mise en place des organisations de base nécessaires à la satisfaction des besoins immédiats et futurs du peuple, y compris une autogestion politique et économique popularisée. Pour eux, le Dual Power se produit lorsque leur parti établit la force et les moyens nécessaires pour réorganiser et diriger la société du haut vers le bas.

La conception anarchiste municipaliste, mutuelliste et socialiste

Dans une vision similaire, James Mumm, anarcho-municipaliste américain dans un article nommé « Active Revolution » propose une vision « anarchiste » du Dual Power :

« Dans la définition originale, le double pouvoir se référait à la création d'un pouvoir alternatif et

libératoire pour exister aux côtés du pouvoir étatique/capitaliste et finalement le surmonter. [...] La théorie du Dual Power est une double stratégie de résistance publique à l'oppression (contre-pouvoir) et de construction d'alternatives coopératives (contre-institutions). [...]

Il est essentiel que ces deux modes d'action généraux ne soient pas isolés au sein d'un mouvement donné. Les organisations de contre-pouvoir et de contre-institution doivent être en relation les unes avec les autres. [...]

Il n'implique pas un double ensemble de principes, et donc de processus - un pour la résistance du public et un autre pour la construction d'alternatives coopératives. Le processus utilisé pour les deux orientations stratégiques a le même ensemble de principes à la base. Les principes anarchistes de démocratie directe, de coopération et d'entraide ont des implications pratiques qui informent les stratégies de double pouvoir pour la révolution. »

Insurrectionnalisme

À cette conception anarchiste pouvons-nous ajouter les quelques précisions sur la structure de la Révolution. Dans une démarche « participative », la stratégie du Dual power met forcément l'accent sur l'application de principes et de pratiques non autoritaires dans les situations sociales quotidiennes, du foyer et de la famille au lieu de travail et à l'économie.

L'individu est dans cette stratégie l'unité primaire du changement social, et le collectif est l'unité secondaire. Mais tout comme l'individu peut ne pas s'épanouir dans le vide, le collectif doit reconnaître le contexte plus large du mouvement et la place qu'il y occupe. C'est pour cette raison que les institutions individuelles, organisées collectivement si elles sont révolutionnaires, doivent s'affilier à d'autres institutions similaires.

L'établissement du Dual Power provoque une réaction des autorités car il cherche à contourner et refuser ses règles. Généralement, dans toute lutte, si les défenseurs sont bien établis, ils ont un avantage certain sur leurs agresseurs. Il est donc évident qu'il soit nécessaire de bien établir, dans des organisations structurées et organisées.

Brian donne ainsi un élément important à la compréhension de l'organisation anarchiste du Dual Power : son antiautoritarisme. Il exclut selon lui plusieurs pratiques, notamment celles des platformistes et la mise en place d'une armée révolutionnaire composée de milices ou de régiments propre à l'idée de la lutte des classes :

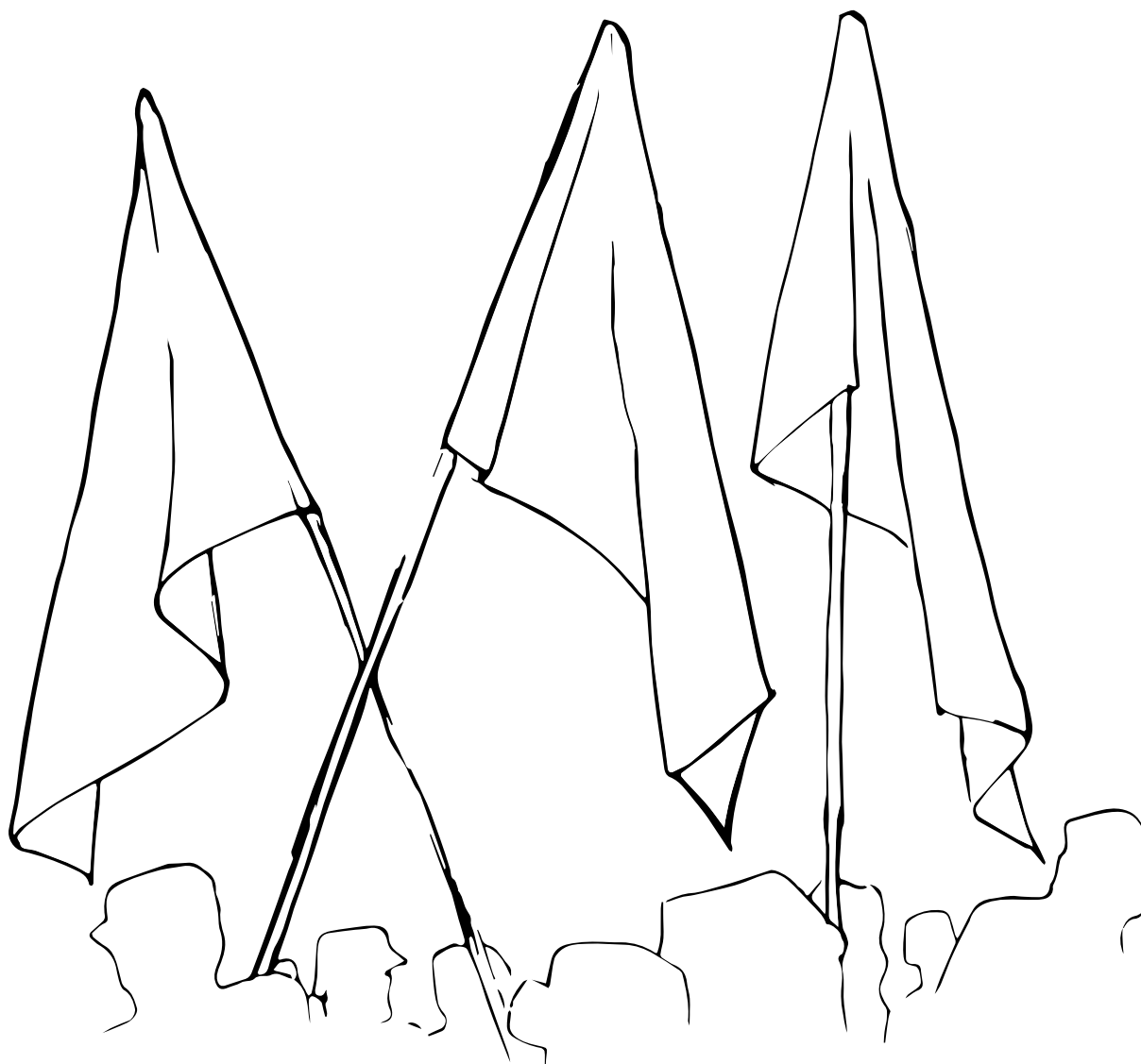
« Une partie de cette préparation au moment de l'insurrection consiste à [...] agiter et désorganiser les rangs des agents de l'ancien ordre. Cela signifie démoraliser la police et l'armée, les encourager à apporter des changements dans leurs institutions comme nous le faisons dans diverses autres. [...] Mais ne vous y trompez pas, lorsque la violence s'intensifiera parce que les autorités, autrefois confortables, reconnaîtront la menace qui pèse sur leur statut, et sur le cadre social même qui donne naissance à ce statut, nous ne pourrons pas battre une armée au complet, ou des forces de police qui fonctionnent bien.

Résistance, refus, sabotage, désertion, tout cela devra être banalisé au sein des forces armées, sinon nous n'aurons aucun espoir de succès dans l'insurrection. [...] En d'autres termes, puisque l'insurrection commencera à peu près au moment où les élites découvriront qu'elles sont sur le point de perdre le tapis sous leurs pieds, nous devons nous débarrasser de la plus grande partie possible de ce tapis et le remplacer par notre nouvelle fondation, le dual power, avant qu'elles ne reconnaissent une menace importante. »

Sans chefs mais non pas désorganisés, les instances insurrectionnelles ne peuvent pas provoquer une remise en question de l'organisation collective par les autorités. Car l'insurrection n'existe que par l'impulsion d'individus indépendants de leurs actes et du collectif.

A noter qu'en excluant la croyance du « lendemain meilleur » propre à la révolution violente et armée, l'insurrection permet la structuration parallèle de coopératives, comités sociaux, etc. A la différence d'un soldat, l'insurgée peut aussi être membre d'un collectif alternatif et y participer activement.

Crabi – Liaison commune de Lyon
– Fédération Anarchiste





Vers un transféminisme anarchiste, contre la hiérarchisation des luttes

« L'intersectionnalité rejette l'idée d'une oppression centrale ou principale. Au contraire, [...] toutes les oppressions sont enchevêtrées et se constituent souvent mutuellement. En l'interprétant à des niveaux structurels et institutionnels, cela signifie que la lutte contre le capitalisme doit aussi passer par la lutte contre l'hétérosexisme, le patriarcat et le suprémacisme blanc, etc. »¹⁸

En suivant cette définition donnée par Abbey Volcano et J. Rogue, l'intersectionnalité nous invite à repenser nos modes de prises de décision afin de tenir compte de la multiplicité des formes d'oppression. Pour citer la féministe états-unienne Audrey Lorde : « Il n'est pas de hiérarchie des oppressions »¹⁹.

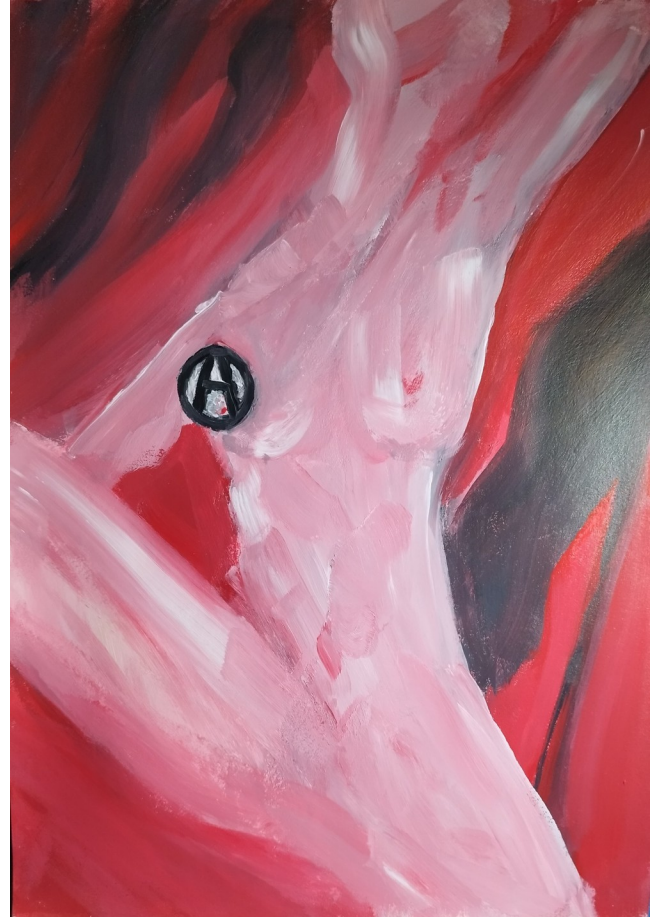
En d'autres termes, il s'agit de former des consensus sans prioriser une lutte au détriment des autres. Comme le précisent Deric Shannon et J. Rogue :

*« L'histoire montre que le fait de classer les luttes par importance est non-nécessaire et porteur de divisions — et pire, cela brise la solidarité ». Par exemple, « sans analyse du patriarcat, qui met sur le même pied d'égalité patriarcat et capitalisme comme systèmes organisés, il n'y [a] aucune réponse adéquate aux leaders masculins qui suggèrent de traiter des questions de l'oppression des femmes après la question "première" or "plus importante" de la lutte des classes »*²⁰

En même temps, l'engagement personnel des individus dépend de leurs moyens et de leurs besoins. Une organisation exploitant ces moyens sans prendre en compte les besoins risque de reproduire des inégalités en son sein, voire de décourager des militant·es.

Alors, cette horizontalité intersectionnelle rejoint l'anarchisme sur de nombreux points, et vice-versa : **toutes les luttes sont représentées sans hiérarchisations et les oppressions, bien spécifiques de par leurs combinaisons, sont consciemment ciblées et exprimées.**

Cela se comprend en reprenant l'exemple du féminisme donné par Deric Shannon et J. Rogue, selon qui le fait de parler d'une « *expérience universelle en tant que femme*, par exemple, est problématique car la "féminité" est vécue différemment selon l'ethnicité, la classe, la sexualité — de nombreux facteurs. De fait, un mouvement féministe centré uniquement sur les enjeux des "femmes" tendra à refléter les intérêts des membres les plus privilégiées de cette catégorie sociale (NdT: les plus visibles politiquement) »²¹.



Cela signifie qu'on ne peut dissocier facilement nos positions sociales des hiérarchies dans lesquelles elles s'inscrivent. Les individus n'existent pas seulement de par leur classe socio-économique ou leur ethnicité mais au sein d'ensemble d'oppressions et de privilèges complexes. Il nous faut, par conséquent, défendre une action politique sensible et proactive vis-à-vis de ces réalités.

Cette action se traduit par la coopération de tous les milieux sociaux.

Crabi – Liaison commune de Lyon – Fédération Anarchiste

18 Insurrections aux intersections – 2012 - Abbey Volcano et J. Rogue – Traduit en 2021 par Maddi

19 I Am Your Sister: Collected and Unpublished Writings of Audre Lorde – 2011 - Byrd, Cole et Guy-Sheftall, 2009, pp. 219-220

20 Refusing to Wait: Anarchism and Intersectionality – 2009 – Deric Shannon, J. Rogue – Traduit de l'anglais en 2021 par Maddi

21 Ibid

Quand Proudhon cherchait une alternative entre libéralisme paternaliste et socialisme autoritaire.

Quand il est question des ouvrages de Proudhon, on évoque régulièrement *Qu'est-ce que la propriété ?*, en grande partie puisque c'est dans ce premier travail, introduit par une formule choc qui restera à jamais liée à sa mémoire – La propriété c'est le vol ! –, et qu'il se revendique anarchiste. Il est fait souvent référence aussi à *De la capacité politique des classes ouvrières*, et parfois, *Du principe fédératif*. Si son mutuellisme est connu et suscite des reprises, ses travaux économiques sont généralement peu lus en eux-mêmes, complexes car mêlant des connaissances autodidactes éparpillées, et généralement très ancrés dans le contexte de leur époque. De façon remarquable, sa *Philosophie de la misère ou système des contradictions économiques*, publiée en 1846, qui a fait l'objet d'une réponse de Karl Marx dans *Misère de la philosophie*, est depuis, quasi exclusivement interprétée sous le prisme de la dispute entre « grands auteurs ». Pourtant, Marx est encore peu connu dans les rangs du socialisme en 1840, il a difficilement publié un ouvrage (*La Sainte Famille* avec Friedrich Engels) et quelques articles, notamment dans la *Gazette rhénane*.

D'autres commentateurs plus récents, spécialistes de Proudhon comme Pierre Ansart, George Gurvitch ou René Berthier, se penchent sur cet ouvrage afin d'en extraire un contenu sociologique. Selon eux, Proudhon serait un précurseur de la sociologie. Ce sont des arguments rétrospectifs qui supposent de placer Proudhon au sein de discussions auxquelles il ne participait pas – ou de le rapporter à des auteurs comme Auguste Comte et Alexis de Tocqueville, qu'il a lus et commentés comme de nombreux contemporains engagés dans la réflexion politique.

Qu'est donc cette *Philosophie de la misère* ? C'est un ensemble de commentaires relativement décousus, au cours desquels Proudhon discute des thèses de l'économie politique de son époque : des articles publiés dans le

Journal des Débats et le *Journal des Économistes*, des publications populaires comme *L'organisation du travail* de Louis Blanc et *La liberté du travail* de Charles Dunoyer, quelques sources spécialisées, comme les histoires du crédit de Cziekowski et Marie Augier ou les cours de législation industrielle donnés au Collège de France par Léon Wolowski et Michel Chevalier, et les écrits de socialistes qu'il qualifie d'utopistes tels que Pierre Leroux, Saint-Simon, Charles Fourier, etc.

Nous allons replacer Proudhon dans une de ces discussions entre deux de ses contemporains, le socialiste jacobin Louis Blanc et le libéral peu orthodoxe Michel Chevalier. Il s'agit de voir pourquoi Proudhon voit dans l'organisation des forces économiques, un mouvement révolutionnaire qui dépasse l'alternative entre libéralisme paternaliste et socialisme autoritaire. Contrairement à ce qui a parfois été dit par la suite, Proudhon ne vise pas un juste milieu centriste : il se perçoit et est interprété comme un socialiste plus radical que les autres. À une époque dominée par la question de l'organisation du travail, Proudhon imagine une voie vers un travail libre, ne présupposant pas une organisation économique harmonieuse et se passant des interventions politiques de l'État ou charitables de l'Église.

I. Où se tiennent ces discussions ?

Selon l'historienne de la pensée économique Lucette Le Van Lesmel²², de 1815 à 1877, des « milieux restreints mais dynamiques » monopolisent en France la définition de l'économie politique autour du *Journal des Économistes* créé en 1841, *Le journal des Débats*, de la Société d'économie politique, de l'Académie des sciences morales et politiques, du Conservatoire royal des arts et métiers et de chaires d'économie industrielle ou politique comme celle de Jean-Baptiste Say au Collège de France, ouverte en 1831. Ces groupes, largement composés d'autodidactes, traduisent des auteurs anglophones comme Adam Smith et David Ricardo et défendent le libre-échange, le crédit et l'entrepreneur contre la prépondérance du gouvernement et de la propriété foncière. Selon le chercheur Yves Breton²³, ce petit monde se représente la société comme un organisme vivant et naturel par opposition aux « combinaisons artificielles » des statisticiens et des socialistes. Leur objectif, à force de recherches empiriques, est de définir une situation optimale de libre-échange qui assure la stabilité de l'État (à une époque marquée par les révolutions) et les libertés économiques et politiques (à une période traversée par les restaurations monarchiques).

22 Lucette Le Van-Lemesle, « L'institutionnalisation de l'économie politique en France », in. Yves Breton et Michel Lutfalla (dir), *L'économie politique en France au XIXe siècle*, Paris, Economica, 1991 p. 355-388.

23 Yves Breton, « Les économistes français et les questions de méthode », in. Breton et Lutfalla (dir), *ibid.* p. 395.

Face à eux, la conversation socialiste ou républicaine va des modérés au saint-simonisme, de la défense d'un droit au travail et d'une solidarité industrielle comme chez Louis Blanc, à l'abolition pure et simple du marché par décret. Les socialistes sont surtout motivés par la quête d'une organisation du travail rationnelle, c'est-à-dire logique, humaine, positive, qui mettrait fin à la misère, au paupérisme, en garantissant à chaque individu un emploi et des conditions de vie dignes.

Proudhon fréquente ces deux milieux. Issu d'une famille populaire, ayant exercé les métiers de typographe et de correcteur d'imprimerie, il se familiarise très tôt avec les thèses de Charles Fourier et des autres théoriciens du socialisme. Dans le même temps, il côtoie les cercles intellectuels des économistes. Le libéral Adolphe Blanqui va jusqu'à défendre la publication de *Qu'est-ce que la propriété ?* contre la censure. Si Proudhon valorise le libre-échange et les libertés économiques, son propos est travaillé par la quête socialiste d'une émancipation du travail. Dans *Le système des contradictions économiques*, il discute à la fois la faillite morale de l'économie libérale face au paupérisme et l'illusion socialiste d'un secours des pauvres qui fait abstraction des réalités économiques de la concurrence et des intérêts personnels. Nous allons présenter successivement les thèses de Louis Blanc (II) et Michel Chevalier (IV), les réponses données par Proudhon (III et V) et sa propre vision d'un ordre économique révolutionnaire (VI).

II. Le jacobinisme interventionniste de Louis Blanc

L'historien et journaliste Louis Blanc passe à la notoriété avec la publication de sa brochure *L'Organisation du Travail* en 1839²⁴. Elle fait de lui l'un des deux seuls membres socialistes du gouvernement provisoire suivant la révolution de Février 1848. Il préside ensuite la « Commission du Luxembourg » qui délibère des questions du travail. Blanc essaie d'implémenter les ateliers sociaux, sans succès, en grande partie en raison de l'hostilité exprimée par le reste du gouvernement et des représentants politiques envers ses idées.

Dans *L'Organisation du Travail*, Blanc use des termes forts, décrivant la concurrence comme un « système d'extermination » pour le peuple. Celle-ci conduirait à la baisse des salaires, à la misère, ruinerait la bourgeoisie en favorisant quelques « oligarques industriels » à la tête de

monopoles et mènerait à une « guerre à mort » entre nations. Démocrate et robespierriste, Blanc valorise un pouvoir fort pour résoudre la question sociale et donne la priorité à la saisie du pouvoir politique. L'État doit être érigé en « régulateur suprême de la production »²⁵ : « maître de l'industrie peu à peu, et, au lieu du monopole, nous aurions, pour résultat du succès, obtenu la défaite de la concurrence : l'association »²⁶. Le gouvernement placerait dans « chaque sphère de travail [...] un atelier central duquel relèveraient les autres »²⁷. Ces ateliers grandiraient en absorbant progressivement et pacifiquement l'ensemble de l'industrie, favorisés par leur organisation solidaire.

Blanc préfère la réconciliation des classes à la « guerre civile »²⁸ : il imagine intéresser la bourgeoisie à la réussite des ateliers sociaux, en lui permettant d'y verser son capital en échange de dividendes²⁹. Contrairement aux socialistes utopistes, il se propose donc d'associer les commerçants aux ateliers sociaux, pour qu'ils écoulent les marchandises à moindre prix dans la perspective d'obtenir des dividendes plus élevés³⁰.

Dans le *Journal des débats* du 21 août 1845, le libéral Michel Chevalier commente le texte de Blanc. S'il sympathise avec le souhait de vouloir limiter les effets néfastes de la concurrence, il se refuse à l'abolir dans son ensemble. Postuler qu'il serait possible de gouverner les sociétés par le sentiment du devoir et l'égalité des salaires ignore, selon lui, la nécessité de la recherche du profit : « Dans le cœur de la très grande majorité des hommes, et dans le plus grand nombre des circonstances, dans les actes de la vie courante, le sentiment du droit personnel prime celui du devoir ; la pensée de l'intérêt domine celle du sacrifice. Le sentiment immédiat et direct du gain individuel est un mobile sans cesse agissant ; dans le monde des affaires, dans les échanges de l'industrie, dans le domaine du travail, il mène et mènera toujours le genre humain. Supprimez-le, et l'industrie languit et s'arrête »³¹.

Dans la cinquième édition de *L'Organisation du travail* en 1847, Blanc reproduit l'article de Chevalier pour y répondre. S'il considère que le sentiment du devoir est effectivement une force d'organisation sociale, il n'ignore pas la recherche personnelle du profit. L'organisation du travail hors du régime de la concurrence doit mener l'intérêt personnel à s'harmoniser avec la société. C'est ainsi qu'à ses ateliers sociaux doivent être associés non

24 Jean Maitron, « Louis Blanc [théoricien socialiste] », <https://maitron.fr/splp.php?article26722>, version mise en ligne le 20 février 2009, dernière modification le 10 novembre 2022.

25 Louis Blanc, *L'Organisation du Travail, Bureau de la société de l'industrie fraternelle*, Cinquième édition, Paris, 1847, p. 27.

26 Ibid. p. 102.

27 Ibid., p. 107.

28 Ibid., p. 76.

29 Ibid. p. 105.

30 Ibid. p. 113.

31 Ibid. p. 127 : cité par Louis Blanc.

seulement les travailleurs, mais également les capitalistes et les commerçants. L'intérêt peut être rendu collectif, si le travailleur a intérêt à accroître les bénéfices dont il doit toucher une partie³².

Dans la première édition de *L'Organisation du travail*, Blanc souhaitait graduer les salaires « sur la hiérarchie des fonctions »³³, avant qu'ils ne s'égalisent. Dans les versions suivantes, Blanc affirme l'égalité des salaires au sein de l'association à condition que ceux-ci soient supérieurs au cours du marché. Il rétorque à Chevalier que, sans aller jusqu'à défendre l'égalité absolue, des fonctions plus élevées hiérarchiquement ne devraient pas donner accès à une meilleure rémunération. Blanc cherche un juste milieu entre économie politique et socialisme : il ne souhaite pas voir l'État devenir le seul organisateur de l'industrie, les ateliers sociaux conservent une autonomie sous sa surveillance.

III. Proudhon contre la rente des capitalistes et l'économie du devoir de Louis Blanc

Aux yeux de Proudhon, Louis Blanc perpétue beaucoup des erreurs fondamentales du socialisme. Proudhon considère la concurrence nécessaire au processus de constitution de la valeur, « c'est-à-dire au principe même de la répartition, et par conséquent à l'avènement de l'égalité »³⁴. Par exemple, si Proudhon et Blanc voient le morcellement des terres comme un défaut de l'agriculture, Blanc y propose une solution politique, avec le retour de la propriété terrienne à la collectivité au sein des communes et l'abolition de l'héritage. Proudhon, lui, souhaite rendre les fermiers propriétaires. En effet, « en première ligne, le défaut de concurrence. Les paysans s'arrachent les lambeaux de terrain : ils se font concurrence chez le notaire ; aux champs, non »³⁵. Renforcer la compétition permet de perfectionner l'agriculture et de réunifier la terre.

Sur la question du salaire et de l'intérêt personnel, Proudhon rejette le sentiment du devoir : « le seul encouragement au travail que la science puisse admettre est le profit »³⁶. Il s'attaque aussi à l'égalitarisme de Blanc : l'égalité des fonctions est déjà un acquis de la division du travail. L'inégalité des salaires est aussi impossible que leur égalité, la première étant une iniquité justifiée par l'économie politique, la seconde, une position politique

impraticable : « Il pourra bien arriver que ces ouvriers votants n'admettent parmi eux ni commandement, ni différence de solde : alors comme rien n'aura été prévu pour donner satisfaction aux capacités industrielles, [...] la dissolution pénétrera dans l'atelier »³⁷. Le revenu du travail ne peut être fixé à priori sur une base égalitaire ou non, il ne peut être que son produit ; ce qui implique aussi d'écarter la rémunération du capital reconnue par Blanc. Selon Proudhon, « Toutes les sectes socialistes, sans exception, sont possédées du même préjugé ; toutes, à leur insu, inspirées par la contradiction économique, viennent confesser leur impuissance devant la nécessité du capital ; toutes attendent, pour réaliser leurs idées, qu'elles aient en main le pouvoir et l'argent »³⁸.

En substance, Proudhon reprend majoritairement les arguments de l'économie politique contre Blanc. Pourtant, il rejette aussi les concessions faites par Blanc à cette même économie politique : Proudhon refuse la rente du capital sur son profit et se distingue par sa volonté de laisser le crédit s'organiser.

IV. Michel Chevalier : le productivisme enthousiaste et la moralisation du travail

Michel Chevalier est un saint-simonien converti au libéralisme. Investi dans la secte de Prosper Enfantin, il édite le journal *Le Globe* jusqu'à leur arrestation collective en 1832. À sa sortie de prison, le ministre Adolphe Thiers le nomme en mission aux États-Unis. Après quoi, il est nommé maître des requêtes au Conseil d'État puis, encore grâce à l'aide de Thiers, à la chaire d'économie politique du Collège de France le 29 novembre 1840. Cette chaire, critiquée par Louis Blanc alors à la tête de la Commission du Luxembourg, est brièvement supprimée en 1848 puis rétablie par décret du président Louis-Napoléon Bonaparte. Marqué par sa formation d'ingénieur, le libéralisme de Chevalier se distingue par son interventionnisme en matière de travaux publics, en particulier les chemins de fer.

Dans son second discours d'ouverture au Collège de France, Chevalier affirme que « L'œuvre capitale de l'époque, ce qui doit préoccuper avant tout les gouvernements et les hommes de bien, c'est l'élévation morale, intellectuelle et physique de la classe la plus nombreuse. Dans cette entreprise, le rôle de l'économie

32 Ibid. p. 139.

33 Louis Blanc, *L'Organisation du Travail*, Première édition, Revue du Progrès, 1840, p. 23.

34 Pierre-Joseph Proudhon, *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère*, Paris, Garnier, 1850 (1846), tome 1, p. 195.

35 Ibid. p. 225.

36 Ibid. p. 202.

37 Ibid. p. 227.

38 Ibid. p. 272.

politique est de déterminer les mesures les plus propres à accroître rapidement la production »³⁹.

Au cœur de sa réflexion se situe le problème de Malthus : comment nourrir une population pauvre qui croît d'autant plus massivement qu'elle trouve subsistance ? Selon Chevalier, cela « suppose une double action : à savoir, la mise en œuvre énergique, incessante, dévouée des forces publiques, et un travail persévérant et opiniâtre des classes ouvrières sur elles-mêmes »⁴⁰. Il en appelle à la tradition sentimentaliste d'Adam Smith et Francis Hutcheson⁴¹ : les postulats de l'économie sont moraux, sa mission est de libérer le travail et de le discipliner socialement. En posant la fécondité de l'intérêt personnel, l'économiste « n'est que l'écho du moraliste »⁴².

Chevalier critique l'idée d'un « homme isolé » mû par l'instinct personnel⁴³. L'homme est aussi motivé par les mœurs publiques, que ce soit les décrets de l'État ou ceux de la religion. Si l'État doit intervenir pour faire des écoles, la sociabilité, elle, relève de la charité religieuse. Quand, au « lendemain de la révolution de 1848, [on voulut] instituer la fraternité de par la loi, on voulut l'impraticable »⁴⁴. La fraternité ne peut venir d'en haut, comme en rêvent les socialistes lorsqu'ils érigent des ateliers sociaux, mais advient par l'association, l'instruction et la charité. Chevalier invite donc les économistes à se soucier de la bienfaisance publique⁴⁵. Chevalier ne suit donc pas complètement les économistes libéraux comme Jean-Baptiste Say qui considèrent que l'entrepreneur est meilleur en tout que le fonctionnaire. Pour Chevalier, l'administration publique a une utilité : elle s'engage dans les grands travaux, les communications, le crédit. Seulement, « l'intervention du gouvernement dans les travaux publics ne doit pourtant pas être un monopole. Rien de mieux que d'appeler les forces et les capitaux de l'industrie privée à y concourir »⁴⁶.

V. Proudhon répond à Chevalier : la morale du machinisme contre la moralisation du travail

Pour comprendre ce qui oppose Proudhon à cette économie libérale tempérée par une moralisation religieuse et une intervention publique, nous prenons la question du machinisme. D'abord, citant Chevalier, Proudhon distingue division du travail et machine : « Qu'est-ce, en effet, qu'une machine ? une manière de réunir diverses particules de travail que la division avait séparées »⁴⁷. L'homme qui travaille procède « nécessairement et tour à tour par division et à l'aide d'instruments ; de même, celui qui raisonne fait nécessairement et tour à tour de la synthèse et de l'analyse, rien, absolument rien de plus ». Le machinisme et la division du travail sont deux étapes d'un mouvement vers l'égalité des intelligences : chacun se saisit d'un travail divisé puis unifié, et son acte reprend cette division et poursuit la synthèse qui mène à l'objet final. Plus de mérite ni de talent donc, seule compte l'expertise dans l'usage des machines.

Chevalier propose là une éducation professionnelle qui permet aux individus de retrouver un travail plus qualifié quand leur métier est rendu inutile en raison des machines. C'est un leurre selon Proudhon, « c'est donner à chaque citoyen la promesse d'un emploi libéral et d'un salaire confortable » sans créer les-dits emplois⁴⁸. De plus, « L'organisation de l'enseignement est une variété de l'organisation du travail ». Proudhon cite l'ultra-libéral Charles Dunoyer selon qui l'enseignement « est une profession, non une magistrature : comme toutes les professions, il doit être et rester libre ». Enseigner le métier comme le suggère Chevalier c'est comme égaliser les salaires ainsi que le propose Louis Blanc : un acte politique qui dicte et moralise le travail. Cela étant, Proudhon rejette le *status quo* : « la théorie de M. Dunoyer implique aussi que le progrès n'est vrai que d'une certaine élite de l'humanité, et que pour les neuf dixièmes du genre humain, la barbarie est la condition perpétuelle »⁴⁹. L'objet du progrès social doit être de rendre l'intelligence toujours plus égale, sans quoi celle-ci reste un privilège⁵⁰.

S'il reste du chemin avant d'atteindre « l'équilibre des capacités »⁵¹ que le mouvement des machines laisse entrevoir, l'essor donné à la liberté est inéluctable. Proudhon reproche à Dunoyer et Chevalier de ne considérer cette liberté « que par son côté négatif [...] synonyme d'affranchissement d'obstacle »⁵². L'homme qui invente une machine réduit bien un obstacle mais aussi, en s'insérant encore davantage dans les interdépendances économiques, il égalise les actes de production, décuple sa force et progresse vers la libération du travail. Il faut y voir un mouvement révolutionnaire se faisant.

39 Michel Chevalier, *Cours d'économie politique fait au Collège de France*, premier volume, seconde édition, refondue et considérablement augmentée, Paris, Capelle, Libraire-Éditeur, 1855, p. 38.

40 Ibid., p. 140.

41 Ibid., p. 226.

42 Ibid., p. 208.

43 Ibid., p. 218.

44 Ibid., p. 223.

45 Ibid., p. 226.

46 Ibid., p. 52.

47 Proudhon, *op. cit.*, tome 1, p. 151.

48 Ibid., p. 136.

49 Ibid.

50 Ibid., p. 154.

51 Ibid.

52 Ibid., p. 157.

VI. La révolution par les forces productives

« Mais si le travail est organisé, comment a-t-il besoin de crédit ? Et si c'est le crédit lui-même qui fait défaut à l'organisation, comme le prétendent les admirateurs du crédit, comment peut-on dire que l'organisation du travail est complète ? », Proudhon⁵³.

Proudhon et Chevalier partent du postulat productiviste de Jean-Baptiste Say : le seul moyen de sortir des crises et d'harmoniser production et consommation, c'est de libérer les forces de production. « Ce qu'il faut avant tout songer à accroître, tout en rectifiant les inégalités de distribution, ce n'est pas l'expression monétaire, c'est la quantité de produits » nous dit Proudhon⁵⁴. Toutefois, là où Chevalier veut faire intervenir la puissance publique pour tempérer la concurrence et soutenir l'emprunt, Proudhon conçoit un crédit se développant par l'action des forces économiques, auxquelles s'opposent les résidus des privilèges d'Ancien régime : la rente du capital et la constitution politique.

C'est donc à une nouvelle nuit du 4 août 1789 qu'appelle Proudhon. Tout comme l'Assemblée constituante avait pu liquider une partie des privilèges, il faut désormais achever cette révolution en mettant fin à ce qui reste d'Ancien régime : les monopoles et leurs rentes⁵⁵. Il s'agit de libérer ces forces dites productives, industrielles ou économiques. Que désignent-elles ? Il s'agit de « la Division du travail, la Concurrence, la Force collective, l'Échange, le Crédit, la Propriété, etc., qui sont au Travail et à la Richesse, ce que la distinction des classes, le système représentatif, l'hérédité monarchique, la centralisation administrative, la hiérarchie judiciaire, etc., sont à l'État »⁵⁶. Celles-ci, « principes immatériels de toute richesse [...] [...] laissent au producteur la plus entière liberté, allègent le travail, le passionnent, doublent son produit, créent entre les hommes une solidarité qui n'a rien de personnel, et les unissent par des liens plus forts que toutes les combinaisons sympathiques et tous les contrats »⁵⁷. C'est dans cette constitution économique qu'il faut voir l'égalité et la liberté se faisant en acte. En abrogeant en sa faveur la constitution politique actuelle, on substitue à « la hiérarchie des pouvoirs politiques, l'organisation des forces économiques »⁵⁸.

Conclusion

Ce sont deux gestes que tente d'accomplir Proudhon dans son *Système des contradictions économiques*. D'une part, il se sert des observations des économistes libéraux comme Chevalier et Dunoyer pour renforcer sa posture scientifique face aux aventures socialistes de son époque et en particulier, le projet d'ateliers sociaux de Louis Blanc. Toutefois, il ne se résout pas à l'idée d'un état naturel des choses économiques, qu'il faudrait guider de manière paternaliste ou laisser-faire en fermant les yeux sur le paupérisme.

Au contraire, il se joue dans les transformations sociales induites par les forces économiques, dans le jeu des antinomies (par exemple entre machines et divisions du travail, entre associations et intérêts personnels), un phénomène d'égalisation des intelligences dans la reconnaissance du caractère collectif de la production, et de libération des capacités dans cette même production qu'il s'agit alors d'analyser à l'aide des catégories les plus avancées de l'économie politique et de la philosophie⁵⁹. C'est un regard socialiste et scientifique qui perçoit dans l'accroissement de la productivité, une grande transformation ébranlant les institutions politiques, menaçant de jeter à terre les derniers privilèges qui ont survécu à l'Ancien régime et auxquels le rousseauisme jacobin offre une nouvelle vie. Selon Proudhon, c'est dans cette constitution progressive de la société, dans les interdépendances nouvelles entre individus, que se trouve le mouvement révolutionnaire de notre temps.

Gecko et Rosen

53 *Ibid.*, tome 2, p. 86.

54 *Ibid.*, tome 1, p. 130.

55 Proudhon, *Idée générale de la Révolution au dix-neuvième siècle*, Paris, Garnier frère, 1851, p. 196.

56 *Ibid.*, p. 42.

57 *Ibid.*, p. 95.

58 *Ibid.*, p. 193.

59 Proudhon, *Philosophie de la misère...*, op. cit., tome 1, p. 153.

Extrait du Bilan critique de l'Espagne Libertaire

Ce bilan critique s'inspire essentiellement du livre « **La CNT dans la révolution espagnole** » (1952) de **José Peirats**, ancien membre de la CNT, du travail de **Sam Dolgoff** dans « **The anarchist collectives; workers' self-management in the Spanish Revolution - 1936-1939** » (1974), de la collecte de témoignages de **Ronald Fraser** dans « **Blood of Spain : an oral history of the Spanish Civil War** » (1970), du livre « **Free Women of Spain : Anarchism and the Struggle for the Emancipation of Women** » de **Martha A. Ackelsberg**, du travail de **Mary Nash** dans « **Mujeres Libres** » España, 1936-39, **Serie los libertarios** (Barcelona : Tusquets editor, 1976) et de « **La Guerre d'Espagne Révolution et contre-révolution (1934-1939)** » de **Burnett Bolloten** (2014). L'objet de cette étude, illustré entièrement par **Crabi**, est de synthétiser les points cruciaux de la révolution libertaire espagnole et d'en tirer des idées nouvelles pour nourrir nos réflexions. **L'étude est réalisée par Crabi et Alpagata.**

Situation politique

Stratégies politiques et racines du mouvement en Espagne

En trois générations, le mouvement libertaire espagnol a installé une véritable alternative politique, sociale et économique. À travers la Confédération Nationale du Travail (CNT) et la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI), les socialistes radicaux anti-étatistes ont joué un rôle décisif dans la guerre civile Espagnole. Un soutien puissant chez les populations paysannes et ouvrières leur permet notamment de former des communes indépendantes à l'Est de l'Espagne. Nous allons présenter ici un extrait de nos réflexions sous la forme d'étapes historiques du développement de ces mouvements

1880

Aux prémisses, deux stratégies politiques s'opposent : l'illégalisme (majoritaire en Andalousie) et l'organisme (majoritaire en Catalogne). José Lluñas, à la tête de ce dernier mouvement, déclare alors : « C'est avec les armes de la raison et de l'intelligence, en nous instruisant et en nous cultivant – en un mot, au moyen de la révolution scientifique et pas par des émeutes et des rébellions –, que nous chercherons à réaliser nos idéaux »

1900

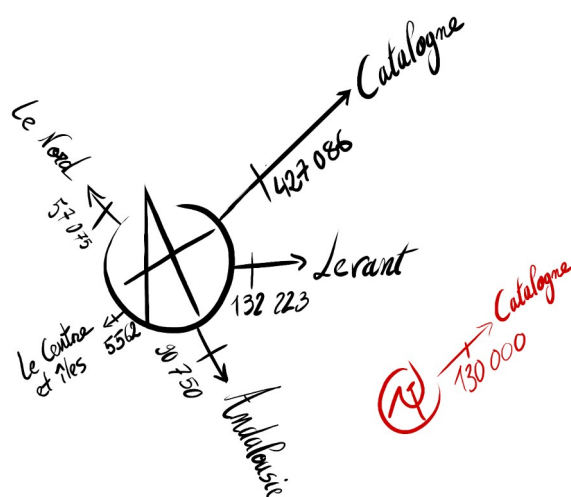
Certains-es leaders-euses organistes tentent de minimiser les activités illégalistes dans le mouvement mais de nombreux meurtres et attentats sont commis par les militantes anarchistes. En 1902, des grèves de solidarité envers les métallurgistes sont lancées par les libertaires. Les mouvements sociaux anarchistes, de plus en plus déterminés et influents, sont réprimés dès 1908 à travers la « loi de répression de l'anarchisme » promulguée par le ministre de l'intérieur Juan de la Cierva. Les anarchistes passent plusieurs années à se construire, à débattre et à militer dans l'illégalité.

1918

Alors que le mouvement libertaire est représenté par « **Solidaridad Obrera** » (Solidarité ouvrière), la CNT compte plus de 700 000 adhérentes en 1918. Le congrès de l'époque rassemble quelques milliers de militantes (alors même que toutes les régions n'y sont pas représentées). La ligne idéologique sortante est le communisme anarchiste. Le sabotage est mis en avant.

La CNT, Confédération Nationale du Travail est créée entre 1909-1910. L'anarcho-syndicalisme qu'elle met en œuvre est lui aussi réprimé : il n'agit qu'à partir de 1914 et s'implante véritablement en Catalogne en 1918 où un congrès prend place dans la ville de Barcelone. Il en ressort des mesures telles que l'adoption de l'action directe comme moyen d'action et la mise en œuvre de la stratégie du « syndicat unique ». Ces mesures évoquent le passé du mouvement et témoignent de la capacité qu'a la CNT à rassembler et à organiser les militantes illégalistes et organistes. D'un côté, la pratique du « syndicat unique » permet aux travailleureuses libertaires de prendre en main de nombreuses usines et moyens de production. De l'autre, l'action directe, qui englobe toutes les actions de contestation et d'entraide, permet à touts-tes les militantes non-travailleureuses d'agir. Évidemment, ces pratiques

Population estimée de révolutionnaires en Espagne en 1918



que les reconnaître et les amplifier pour favoriser une coordination nationale.

Décisions dans le contexte de guerre civile

1920

Malheureusement la CNT fait face à partir de 1920 au *pistolerisme*⁶⁰ et se retrouve isolée. Elle ne trouve pas d'aide auprès de l'UGT⁶¹. De 1919 à 1923 de nombreux membres sont exécutés après le Putsch de Rivera par la main du « *terrorisme blanc* » qui prétend contrecarrer le « *terrorisme syndical* ». En réponse, le groupe armé d'autodéfense « *Los Solidarios* » voit le jour, Buenaventura Durruti en fait notamment partie.

1923

En 1923, le coup d'État de Primo de Rivera en Espagne impose de nouvelles directives dans le pays, notamment dans la volonté de prolonger la monarchie. Bien que beaucoup de régions aient été politiquement hostiles à l'autoritarisme et fortement marquées par des mouvements républicains et ouvriers, la réussite du coup d'État est expliquée par plusieurs facteurs :

- **Le soutien militaire local**, en particulier à Barcelone.
- **La passivité et la division** au sein du mouvement républicain catalan.
- L'adhésion des élites économiques et industrielles qui cherchaient la stabilité.
- **Le soutien du roi Alphonse XIII** et la légitimité qu'il a donnée au coup d'État.
- **La crise militaire** du Rif⁶², qui a mis en lumière l'incapacité des gouvernements civils à gérer la situation.

Le coup d'État, bien que minoritaire dans sa base populaire, a bénéficié d'un soutien stratégique des élites, des militaires et de secteurs économiques clés, ce qui a

permis son succès, du moins au début. La dictature joue en fait sur les deux tableaux : Le PSOE et son aile syndicale l'UGT, peinent à exister en Espagne, les organisations collaborent avec l'Etat de Primo Rivera pour subsister et se construire politiquement. Espérant trouver dans cette collaboration l'établissement d'un régime socialiste.



1927

Ainsi, en 1927, la dictature met en place des assemblées consultatives, auxquelles le PSOE participe, pour redorer sa légitimité et écrire une « nouvelle constitution ». Factices et verrouillées par l'État, ces assemblées ne donneront rien. Sous les pressions sociales et la baisse de popularité du régime dictatorial, le syndicat UGT et le PSOE laisseront de côté la collaboration pour rejoindre les grèves.

La CNT se fait discrète depuis 1920. Isolée, elle participe à la création de la FAI en 1927. Conscient.es du sort des anarchistes russes en 1921⁶³, les anarchistes souhaitent que la FAI évite toute déviation réformiste et bolchévique

63 Référence à la répression sévère des anarchistes par le régime bolchevick en Russie.

60 Le terme se réfère à l'utilisation par le patronat « d'hommes de main » pour exécuter des syndicalistes ouvriers : « liquider les meneurs et terroriser les militants ». La police abat de sang-froid des ouvriers après leur arrestation ou lors d'un transfert, une balle dans le dos (« loi des fuites » imaginée par le général Martínez Anido en 1920).

61 « Union General del Trabajo » est le syndicat affilié au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) de l'époque. L'UGT revendique une étiquette socialiste démocrate et réformiste. Il est surtout implanté en milieu industriel dans le Nord Est et le Nord de l'Espagne.

62 La « Guerra del Rif », de 1921 à 1927, oppose les troupes coloniales espagnoles et les berbères de la région du Rif dans le Nord du Maroc.

dans la CNT. Ce n'est pas la volonté de toutes les syndiquées qui voient la collaboration avec les forces de gauche finalement d'un bon œil, refusant le parallèle avec la révolution russe. Ce clivage donne naissance à une tendance réformiste dans le syndicat.

En 1933 est lancée une grève électorale : « Face aux urnes, la révolution sociale ». Les statuts de la CNT déclarent : « Si la défaite de la gauche entraînait le triomphe des forces de droite, elles déclencheraient la révolution sociale ». La droite obtient la majorité et simultanément des comités révolutionnaires sont créés dans les villages et villes d'Aragon et de la Rioja. Ce soulèvement est réprimé, et on décompte 87 morts et plus de 700 condamnations au bagne.

Isaac Puente, insurgé, écrit en prison :

« Tout le ferment anarchiste de la Confédération, sa partie vitale et active, fut mis en œuvre pour déclencher l'action révolutionnaire et y entraîner la partie en retrait et passive de la CNT, qui ne se mobilisa que dans certains villages. Le peuple qui souffre, freiné par la peur héréditaire et une éducation conformiste, ne se laissa pas non plus emporter par l'enthousiasme révolutionnaire qui animait les « guides », ceux qui interprètent, avec leur impatience et leur foi, l'élan rénovateur de la société. »

Pour beaucoup, cette révolte n'est pas une défaite, elle montre aux sceptiques que la révolution est possible aux côtés de la CNT et de ses militantes.

1931

À la suite de l'effondrement du régime dictatorial, la seconde république voit le jour, menée en grande partie par les mouvements républicains « radicaux » et quelques socialistes.

En août 1931 à Barcelone, le *Manifeste des Trente* est lancé par des militants syndicalistes de la Confédération nationale du travail. L'appel est notamment signé par Ángel Pestaña (secrétaire général de la CNT en 1929). Qualifié de *trentisme*, ce courant idéologique défend une ligne définie comme « modérée » au sein du mouvement libertaire espagnol.

C'est aussi l'époque où ceux-elles que l'on surnomma les « anarcho-bolchéviques », menés par Buenaventura Durruti, Francisco Ascaso et Juan García Oliver, passent à l'action. Convaincus que la situation est révolutionnaire, ils parient sur la stratégie de la tension, provoquent des insurrections avec des petits groupes secrets et pensent que face à la répression, le peuple entier se soulèvera. Ces tentatives d'actions directes s'avèrent être une impasse politique. Toutefois elles représentaient à leurs yeux une riposte contre la répression patronale et une collecte de fonds pour le mouvement illégaliste. En 1936, lors de la prise de Barcelone et dans les décisions à prendre pour les directions du mouvement anarchiste, leur parole fut

souvent écartée des débats du fait de ces initiatives autonomes.

1932

Fin 1932, la tendance « modérée » anarchiste se distingue encore du reste de la CNT et de la FAI espagnol en fondant le Parti syndicaliste. D'abord exclue de la Confédération, elle se réunifie avec la tendance anarcho-syndicaliste, en mai 1936 au congrès de Saragosse, autour du projet de communisme libertaire qui fait de la « commune libertaire » la pièce maîtresse de la société post-révolutionnaire. Le courant modéré reste minoritaire mais mise sur les élections parlementaires pour se propulser au gouvernement, avec l'aide de la popularité de la CNT, pour ensuite y établir des « rapports de force ».

L'Espagne des années 1933-1936 connaît des crises politiques et sociales qui poussent les populations à se politiser, sans adhérer forcément au mouvement anarchiste et à son modèle de société. Jusqu'en 1936, une dizaine de gouvernements conservateurs se succèdent à la tête du pays sans arriver à résoudre les crises. L'échec de leurs gouvernances permet alors à la « gauche républicaine » de gagner les élections en 1936.

La CNT : de la domination à l'abandon de sa réputation

1936

Alors représenté en Catalogne par Ángel Pestaña, le Parti syndicaliste participe aux élections du **16 février 1936** et rejoint le Front populaire avec deux élus au Parlement : Ángel et Benito Pabón. Le Parti syndicaliste a alors quatre représentants dans le gouvernement. Ce détail important permet de souligner l'ambiguïté et la particularité du paysage politique anarchiste : l'anarcho-syndicalisme, alors mouvement politique majeure des dernières années, est représenté par un Parti, bien qu'il devait se suffire à lui-même d'après le dernier congrès et sa propre doctrine !

Malgré les désaccords entre ses membres, l'effectif de la CNT passe de un million en 1919 à 1 million et demi en 1936. La fatalité de la « révolution » s'inscrit dans le milieu militant de la FAI. Alors que la CNT s'implante dans les industries du pays, des journaux libertaires circulent dans la population : Le mouvement libertaire espagnol se renforce en prévision de la montée des forces réactionnaires, toujours plus virulentes.

Les libertaires voient très vite leur supériorité numérique s'accroître. Face à la crainte d'une dérive autoritaire des organisations anarchistes, leur stratégie consiste à former un « front uni antifasciste ». Aujourd'hui, on retrouve ce type d'alliance, lorsque certains anarchistes se rallient aux communistes et socialistes dans des démarches « strictement antifasciste ».

Le **18 juillet** 1936, toute l'Espagne est sous tension. Le gouvernement républicain fait face aux rumeurs de putsch de Franco et la CNT se prépare à la révolution. Le 19, les forces complotistes de droite passent à l'attaque dans le

Bien que ces leaders fussent partisans de prendre la relève de la direction de Catalogne, le choix revenait à la fédération locale de la CNT et à ses militant.es. Laquelle débattait au même moment de la marche à suivre. Comme en témoignent les propos relevés par Fraser :

A hand-drawn map of Spain with regions labeled in red: *Castille*, *Castalie*, *Pays Basque*, *Aragon*, *Catalonia*, *Levant*, and *Andalousie*. The map includes several road symbols (a car with a slash) and distances in kilometers (km) and miles (mi). For example, a route from the north to the south is marked with distances of 70 km, 70 mi, 60 km, 15 mi, 10 km, and 50 km. A vertical scale on the right side shows a series of green and orange squares, with a label indicating '378 mètres' and '700 Bus'. The map is drawn with black outlines for the country and red outlines for the regions.

Le président Companys, de la généralité de Catalogne, admet lors d'une réunion avec Durruti, Garcia Oliver et Ricardo Sanz, représentants tous trois de la CNT, que cette dernière doit décider aujourd'hui du sort de Barcelone :

Production de :

100 tonnes/an de Blé, Haricots, Pommes de Terre, Fruits

■ 500 tonnes/an de légumes

La violence, si longtemps prônée dans le mouvement, n'est pas un substitut à la direction révolutionnaire. Où sont les militants formés pour soutenir la révolution ? Les dirigeants les plus influents du mouvement, les révolutionnaires les plus fougueux et les plus déterminés, n'avaient pas la formation et la préparation nécessaires pour diriger une société révolutionnaire.

Et si cela était vrai en Catalogne, avant-garde du mouvement, et en Aragon, qu'en était-il des régions moins

« Aujourd'hui, vous êtes les maîtres de la ville et de la Catalogne... Vous avez conquis et tout est en votre pouvoir ; si vous n'avez pas besoin de moi ou si vous ne voulez pas de moi comme président de la Catalogne, dites-le-moi maintenant. Si, au contraire, vous croyez qu'à mon poste, avec les hommes de mon parti, mon nom et mon prestige, je peux être utile dans la lutte... vous pouvez compter sur moi et sur ma loyauté d'homme et d'homme

développées ? En Catalogne, avec ses trois millions et demi d'habitants, il faudrait, selon lui, un millier de militants formés pour occuper les postes stratégiques dans les usines, les commerces, les mairies, l'université. Ces militants devraient avoir l'imagination et la capacité nécessaires pour diriger, organiser et administrer ; sinon, il était impossible de faire une révolution réussie. Et où sont ces mille militants ? Au mieux, selon lui, il n'y en avait probablement pas plus de deux douzaines. »⁶⁴

Ce débat a toute son importance car la suite des événements va sceller la position de la CNT et l'avenir du mouvement anarchiste en Catalogne. Fraser nous décrit alors l'intervention de García Oliver et de ses compagnons dans cette réunion :

« Lorsque García Oliver et les autres reviennent de la Generalitat et informent l'assemblée des propos de Companys, la perspective de la révolution s'ouvre devant eux.

- Nous avons pris conscience de notre force. Nous pouvions établir le communisme libertaire en Catalogne. Mais la Catalogne n'était pas toute l'Espagne. García Oliver soutenait que le mouvement devait prendre le pouvoir, imposer le communisme libertaire comme une dictature : c'était la position qu'il défendait depuis longtemps. Il était soutenu par un compagnon qui avait passé de nombreuses années en Union soviétique, qui avait toujours combattu la dictature bolchevique et qui défendait maintenant l'imposition du communisme libertaire. Quelle contradiction ! Le communisme libertaire ne pouvait pas être imposé ! La dictature est l'antithèse du libertarisme !...

CARRASQUER s'oppose à García Oliver. Alors qu'ils sont minoritaires dans toute l'Espagne, une révolution libertaire ne peut se faire. Une guerre civile est certainement en train de s'amorcer. Si le mouvement libertaire ne collabore pas à tous les niveaux avec les autres forces opposées au soulèvement, il sera écrasé « comme l'ont été les anarchistes en Russie - écrasés par ceux qui combattent à nos côtés ». Le mouvement doit coopérer à la défense de la république - dans les rues, les mairies, les usines et les lieux de travail, partout où c'est nécessaire : même en politique.

[...]En tant que groupe, rappelle Ricardo SANZ, nous n'avons pas insisté sur la question. Nous savions que l'organisation était opposée à la dictature. Et c'est ce qui se serait passé si notre position avait été acceptée. A partir du moment où le mouvement a pris la responsabilité de tout, tout le monde aurait dû faire ce que nous ordonnions. Qu'est-ce que c'est si ce n'est de la dictature ? Certes, la dictature ne faisait pas partie du programme anarchiste, mais notre proposition était dictée

par la force des choses, nous y voyions une issue à ce moment-là. Mais cela n'a pas pu se faire.

Pourquoi ? La CNT s'y opposait. Je crois que c'est seulement une hypothèse qu'ils avaient peur de nous, du groupe Nosotros. Ils avaient peur que si nous imposions une dictature, ils ne soient pas en mesure de prendre des décisions ; ils avaient peur que tôt ou tard, certains d'entre eux soient éliminés comme traîtres à la révolution, que les méthodes stalinienne soient imposées. Staline commençait alors à éliminer toute une série de révolutionnaires qui n'étaient pas des traîtres, comme nous le savions tous. Mais de toute façon, nous n'avons pas essayé de forcer les choses parce qu'il y avait d'autres urgences : Companys avait proposé à Durruti de prendre la tête d'une milice pour s'emparer de Saragosse qui était aux mains de l'ennemi...

L'option collaborationniste l'emporte. La discussion, parfois violente, ne dure pas longtemps. La majorité est pour, il n'y a pas de vote à faire. Il ne sera pas question d'atteindre le communisme libertaire tant que la guerre ne sera pas gagnée.»⁶⁵

Garcia Oliver, commente : « La CNT et la FAI optèrent pour la collaboration et la démocratie en renonçant au totalitarisme révolutionnaire qui aurait conduit à l'étranglement de la révolution par la dictature confédérale et anarchiste. »

Si la CNT opère librement à Barcelone, la situation n'est pas aussi favorable dans le reste du pays : à Madrid les miliciens de la CNT sont isolés et privés de moyens d'action, la ville est assiégée par l'armée et bombardée par l'artillerie fasciste.

Le **21 juillet**, un comité de milices antifascistes est créé pour réorganiser les milices de toutes les organisations politiques, notamment pour créer des patrouilles de contrôle sensées exercer un rôle de « police ». À sa création, la moitié des milicien.nes sont de la CNT. Cette décision, très critiquable, est alors prise sous le prétexte de garantir l'armement des populations.

Le **24 juillet**, les premier.es volontaires antifascistes Barcelonais marchent vers Saragosse, guidé.es par Buenaventura Durruti. Au cours des semaines et mois suivant près de 10 000 milicien.nes rejoindront la « colonne de Durruti ».

Le **28 juillet**, le retour au travail est décrété à Barcelone par la Fédération locale. De nombreuses actions s'ensuivent : réquisition des habitats abandonnés, baisse de loyers de 25% (décret du gouvernement républicain), mise en place de sections au sein des entreprises qui élisent des comités locaux (par entreprise) pour prendre en charge le matériel de service nécessaire aux

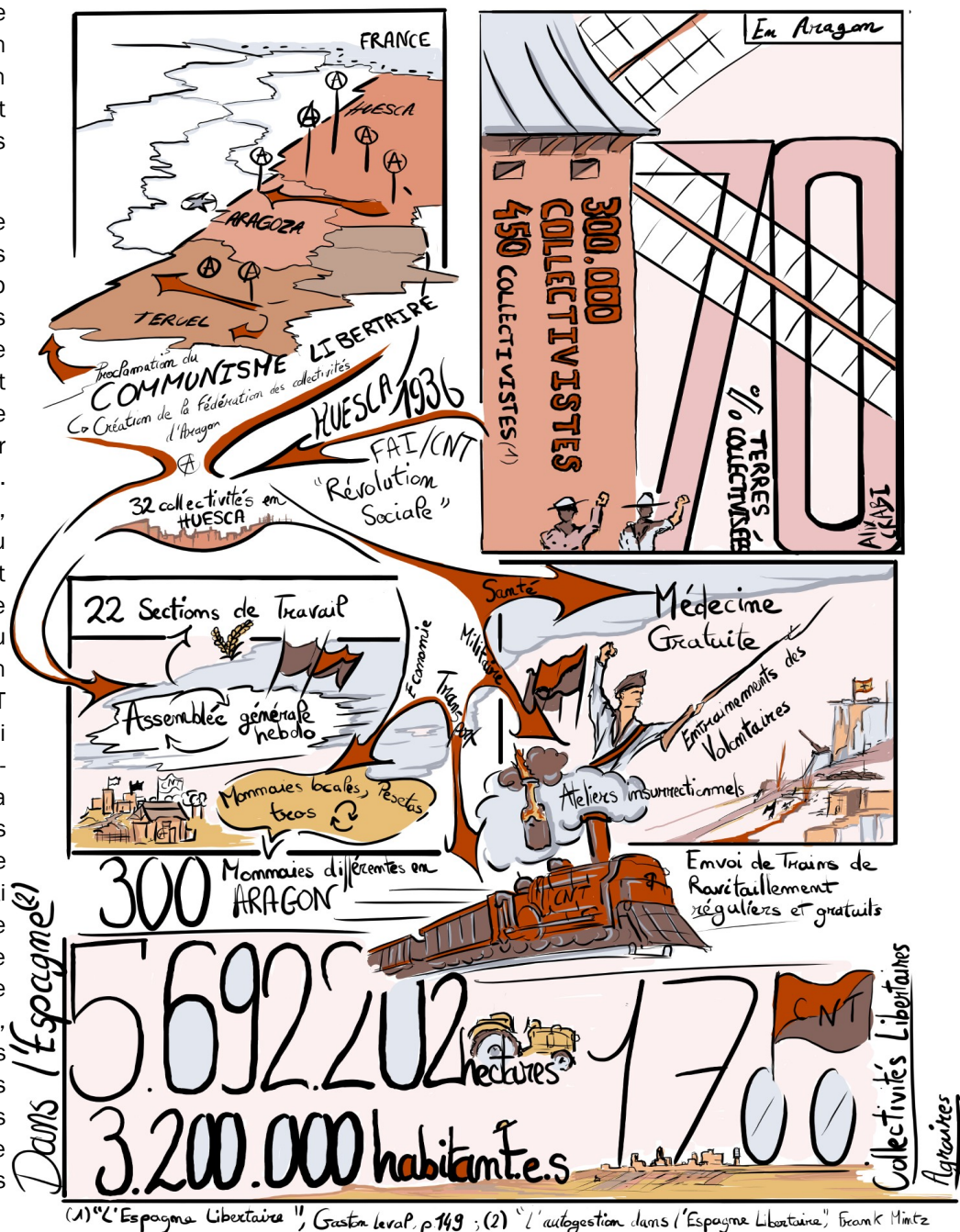
64 Blood of Spain : an oral history of the Spanish Civil War by Fraser, Ronald, 1930-2012, p110

65 Blood of Spain : an oral history of the Spanish Civil War by Fraser, Ronald, 1930-2012, p110

travailleuses. Ces comités se chargent aussi des titres et dépôts bancaires de leur entreprise. Des dynamiques nouvelles naissent : suppressions des salaires élevés et des postes inutiles. La revalorisation du salaire s'accompagne d'une régulation horaire de travail, une mise en place de nouveaux services et d'assurances sociales pour les habitantes.

Malheureusement, dans le pays la situation est très inégale, les anarchistes trop occupé.es à collectiviser les terres en Aragon et à se battre au front, se retrouvent coupé.es de leur structure confédérale et de leur domination politique passée. Dans le chaos de la guerre, combattant alors aux côtés du POUM, les milices de la CNT et de la FAI ne comprennent que tardivement qu'à l'arrière du front, des syndicalistes (non anarchistes) de la CNT consentent à des mesures qui vont à l'encontre de l'anarchosyndicalisme et de la collectivisation qu'ils entreprennent localement. Une fois au parlement, le Parti Syndicaliste, ancienne branche « modérée » de la CNT et isolée politiquement, n'ayant pas de majorité dans le parlement, n'obtiendra aucunes retombées de la part des autres organisations républicaines, le bilan politique sera néfaste pour les révolutionnaires.

Dans cette logique, chaque organisation s'arme en secret et se prépare à l'attaque de leurs détracteur.ices. Aussi bien du côté des partisan.nes du gouvernement que les



(1) "L'Espagne Libertaire", Gustav Minter, p.149 ; (2) "L'autogestion dans l'Espagne Libertaire", Gustav Minter

De nouvelles organisations anarchistes s'improvisent, notamment en réaction à la CNT qui s'affiche beaucoup trop au côté du gouvernement républicain. Ces jeunes organisations sont dénigrées et accusées de desservir la révolution.

Cette crise interne ne sera pas résolue à cause de l'avènement des affrontements armés : Les militant.es dans le pays entendent différemment l'organisation politique, de la même manière qu'ils vivent différemment la guerre civile et la révolution. De plus, pour la plupart des militant.es révolutionnaires en Espagne, il n'était plus temps de reculer et de faire marche arrière sur des décisions.

partisan.nes de la révolution sociale.

Un pacte d'unité et de collaboration entre la CNT, l'UGT, la FAI et le PSUC⁶⁶ est tout de même signé en **octobre 1936**.

Dans l'édition du **4 novembre 1936** de Solidaridad Obrera, on y lit : « À l'heure actuelle, le gouvernement comme instrument régulateur des organes de l'Etat a cessé d'être une force d'oppression contre la classe travailleuse, et du coup l'Etat ne représente plus l'organisme séparant la société en classes. Et l'Etat et le gouvernement cesseront d'autant plus d'opprimer le peuple que la CNT y sera présente. »

66 Parti socialiste unifié de Catalogne, fédéré avec le Parti communiste d'Espagne

Trahison et Etat de guerre – la révolution contre-étatique

1937

La CNT française, publie en 2017 la traduction des motions de congrès de Saragosse de mai 1936, deux mois avant le soulèvement révolutionnaire contre le putsch de Franco, iels commentent :

« Le programme adopté en mai 1936 au Congrès de la CNT à Saragosse, deux mois avant le soulèvement révolutionnaire contre le putsch fasciste de Franco, est l'un des plus beaux programmes jamais avancés par une organisation révolutionnaire du passé. Il se verra partiellement appliqué par les masses anarchistes, tandis que leurs "chefs", avec une lugubre constance, s'enfonceront dans les compromissions [...] »

Désarmé en mai 1937, tant par ses propres contradictions que par la répression stalinienne, l'anarchisme espagnol va entrer dans une longue période de faiblesse, de règlements de compte et de confusion, dont la CNT ne se relèvera jamais. [...] Il aurait fallu, pour que la CNT conserve la jeunesse de son renouveau révolutionnaire, qu'elle s'attaque au centre moderne de l'idéologie : le travail. Il lui aurait fallu associer à toute revendication ayant le travail pour objet, l'impérieuse nécessité de sa suppression.

Il lui aurait fallu s'ouvrir à la critique du syndicalisme et de la vie quotidienne. Pouvait-elle en finir avec sa propre préhistoire ? [...]. Rien ne peut remplacer le document lui-même et chacun pourra juger de la générosité, de la radicalité des thèses de la CNT, de leur grandeur ou de leur naïveté parfois, de la ferme volonté de mener avec le plus grand nombre l'expérience sociale et révolutionnaire la plus profonde. Et la plupart de ces revendications n'ont jamais été réalisées jusqu'à présent, sous tant de régimes qui prétendent à l'exercice démocratique de la liberté. »

A Madrid, c'est le début de la militarisation des « forces antifascistes ». Et donc la fin des milices antifascistes autonomes et le début de leur désarmement par l'armée républicaine, car elles deviennent peu à peu illégales et dangereuses pour l'État républicain. Ces arrestations – et meurtres – sont impulsées et orchestrées par l'URSS, et le parti communiste espagnol, dans l'objectif d'imposer une armée hiérarchisée et disciplinée de type « socialiste ».

En mai, étant agressées et sur la défensive, les milices de la CNT et les marxistes du POUM (traités, par les communistes, d'agent nazis infiltré.es) se révoltent alors en Catalogne contre le gouvernement, le PSUC et la généralité de Catalogne et les « Patrouilles de contrôle » utilisées comme une police politique contre les milices non-républicaines.

Les évènements s'enchainent, dans la confusion et le désordre de ce soulèvement, les divergences d'opinions

mènent alors un carnage. Les organisations politiques possèdent à la fois des membres au gouvernement et dans les barricades. La CNT est sévèrement touchée par cette incohérence, ses partisan-nes se retrouvent dans les deux camps et se combattent.

En quelques jours, le gouvernement écrase et désarme toutes les organisations révolutionnaires. Ce chaos impose aux militant.es, alors traumatisé.es et complètement destabilisé.es par les évènements, de se soumettre au gouvernement. Les membres gouvernementaux de la CNT, ayant continué.es d'appeler au calme pendant les révoltes, laissent ainsi la répression du gouvernement s'abattre sur les anarchistes et participent donc à la soumission au gouvernement, un des objectifs du parti communiste. Il est clair que l'étiquette de la CNT ne veut plus rien dire en 1937.

Du point de vue du nouveau gouvernement républicain, la légitimité des anarchistes devient caduque et la sienne totale. L'Etat, manipulé par les commissaires staliniens, gouverne et impose sa politique en ayant toutes les instances de pouvoirs en main. Le consentement des cadres dirigeants des mouvements politiques anciennement révolutionnaires est total, notamment par la justification de **l'effort de guerre et de la menace du fascisme** : l'État est sous les ordres de l'URSS. Coup de maître de Staline, le mythe de la contre-révolution s'impose et les organisations autonomes sont alors considérées comme illégales et illégitimes. Le comité révolutionnaire érigé en 1936 est alors dissout.

Les syndicats et les milices ayant réalisées la révolution, la continuant d'ailleurs à l'Ouest et au Sud de la Catalogne contre les fascistes, se retrouvent considérées comme contre-révolutionnaires par le nouvel État "révolutionnaire" qui décide de couper en premier lieu le ravitaillement militaire pour ensuite envoyer une police politique les arrêter, les désarmer ou bien les fusiller. La communication de l'état-major républicain étant la seule source de coordination des milices à partir de 1937, elles se retrouvent maintenant isolées au combat, sur deux fronts.

Dans les campagnes aragonaises, les dernières colonnes anarchistes continueront leur combat en vain isolées. La révolution est perdue malgré les tentatives politiques de la base pendant toute l'année 1937. Sans la révolution en marche, seul perdure l'Etat républicain, sous le contrôle communiste. Une « Dictature du prolétariat » stalinienne alors seul artefact de « victoire » et seule sortie de secours pour la plupart des révolutionnaires.

L'objectif même de la CNT, et son rapport à l'État, change au fil des années, **en voulant perdre de son « autoritarisme révolutionnaire », celle-ci perd radicalement sa logique antiétatique anarchiste**. Parallèlement en s'inscrivant dans le gouvernement, la CNT fait aussi face aux scandales politiques, à l'humiliation, à sa constante remise en cause

par les autres courants socialistes et aux sabotages orchestrés par les militantes soviétiques⁶⁷.

Cependant une riposte internationale se fait entendre, de l'autre côté des Pyrénées, Sébastien Faure, anarchiste français raconte son voyage en terres ibériques : « *L'anarcho-syndicaliste a inscrit sur son programme en gros caractères : « Mort à l'Etat. » L'anarchiste a écrit en lettres de feu sur le sien : « Mort à l'autorité ! ». [...] Pour ma part, j'ai le regret [...] d'estimer que la CNT et la FAI n'ont rien à gagner à tenter l'expérience des postes ministériels et qu'elles y ont plutôt perdu. [...] J'entends encore signaler à l'attention des anarcho-syndicalistes et des anarchistes de tous les pays l'excellence de ces principes, la nécessité de leur rester fidèle et les multiples et graves dangers qu'ils y a à s'en éloigner, quelles que soient les circonstances. [...] L'expérience espagnole peut et doit nous servir de leçon. »*

1938

Le secrétaire général de la Confédération nationale du travail (CNT), Horacio Prieto propose que la Fédération anarchiste ibérique devienne un *Parti socialiste libertaire* et qu'il participe à la vie parlementaire de la république et à ses élections. Au plenum national d'octobre 1938 de la CNT, il exprime sa conviction que « *l'action vraiment décisive ne peut s'exercer qu'à partir des organes du pouvoir* », les erreurs de l'anarchisme espagnol étant dues selon lui à « *l'esprit de naïveté du Mouvement et à son manque de plans concrets* ». Et il précise : « *Je ne suis ni Bakounine ni Malatesta, je ne suis qu'Horace. [...] Le jour où je pense que je ne suis plus anarchiste, je m'en irai* ».

Horacio Prieto symbolise l'état d'esprit d'une partie des cénétistes ayant "réussi" la révolution à Barcelone, alors capitale de la révolution : fatalistes, étatistes, autoritaires et opportunistes. Après la défaite de la République et la retirada, il se réfugie en France. Après l'occupation, il participe aux activités du Mouvement Libertaire Espagnol en exil dont il critique l'immobilisme : « *coincé entre le syndicat-secte d'un anarcho-syndicalisme fossilisé, monolithique, en contradiction avec lui-même, et le syndicat-parti d'un syndicalisme autosuffisant et opportuniste, idéologiquement rachitique* ». Il publie *El anarquismo español en la lucha política* en 1946 et *Marxismo y socialismo libertario* en 1947, où il défend, sans en voir une once d'incohérence, le besoin d'un parti libertaire et d'un État régulateur.

Contrairement à ce qu'avance Horacio, la défaite des anarchistes ne vient pas uniquement du syndicalisme anarchiste. Elle prend sa racine d'abord dans la bureaucratisation de la CNT, puis dans la collaboration au

renforcement de l'État républicain centralisé, mais aussi dans la non-préparation des adhérent.es de la CNT bien avant 1936 à l'avènement de la révolution. Lorsque Barcelone a été libérée du putsch, les milices anarchistes parties au front, et menant la révolution dans les régions éloignées des villes, ne laissent à l'arrière que des comités peu armés. Ces comités les représentaient idéologiquement mais n'avaient en fait aucune réelle force politique. **En ville les anarchistes ont bien mené quelques collectivisations et l'autogestion des usines mais sans réussir à établir une pression politique suffisante, à travers ce qui aurait pu être une instance de contre-pouvoir face au gouvernement républicain.**

La CNT comme instance de contre-pouvoir politique fait ainsi défaut à la révolution, déstabilisant le mouvement anarchiste, comme on l'a vu en 1936, car une partie du syndicat fait le choix de se fondre dans les organes politiques du gouvernement plutôt que de proposer un double pouvoir pertinent.

Cette problématique posée à la CNT et aux anarchistes ne peut pas se résoudre par l'établissement d'un Parti, mais par le maintien de la révolte et de la contestation dans l'état de révolution à travers notamment l'établissement d'une **Fédération anarchiste établissant ses propres structures politiques confédérales et autogérées dans le but de rendre caduque tout établissement d'un Etat centralisateur**. Stratégie motivée en partie par la FAI mais qui n'a pas su, à l'époque, rivaliser avec l'omniprésence de la croyance du « syndicat unique » et de l'opportunisme électoral.

Résumé

En 1936, les anarchistes en Espagne (principalement à travers la CNT et la FAI) cherchaient à mener une révolution sociale basée sur l'autogestion et un fédéralisme de communes et de régions. Leur objectif était de démanteler l'État central et d'établir une organisation confédérale, sans État ni hiérarchie.

Cependant, leur modèle fédéraliste n'a pas été suffisamment structuré politiquement, et à temps, pour faire face à l'État républicain centralisé. Dès 1910, les anarchistes espagnols ont misé sur la création d'un syndicat unique, la CNT, pour organiser la révolution. Bien que ce syndicat ait été puissant sur le terrain (surtout en Catalogne et en Aragon), il n'a pas pu créer des structures politiques confédérées solides pour résister à l'offensive centralisatrice du gouvernement républicain. La révolution sociale est dévoyée dès 1936.

Ce manque d'une organisation politique fédérale forte a fragilisé la résistance des anarchistes face aux républicaines modérées et aux communistes, qui cherchaient à centraliser le pouvoir et à réduire l'autonomie des collectifs anarchistes, au profit d'une « lutte antifasciste ». En 1937, les tensions ont éclaté, et le gouvernement républicain a réprimé les milices

67 Certains militants soviétiques haut placés du POUM ou de l'UGT aident aux sabotages de leur propre milice en coupant ou retardant les communications stratégiques, les ravitaillements et les renforts. A la fin de la guerre, les « rouges » (partisans républicains et soviétiques) et les « noirs » (CNT-FAI) finissent par s'entretuer à Madrid, tandis que les dernières milices rebelles partent combattre les « blancs » (nationalistes) à l'Ouest.

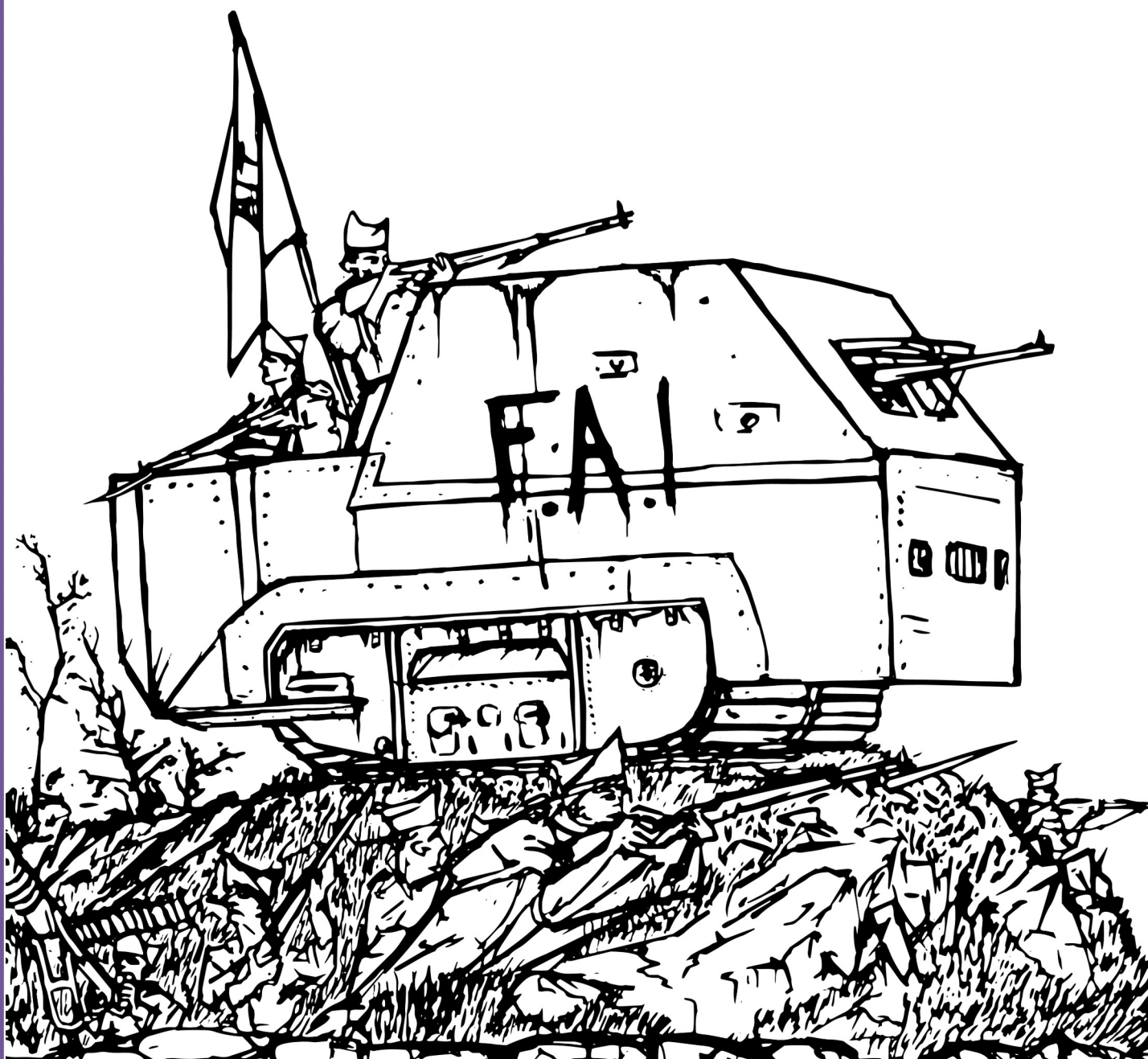
anarchistes et les collectivités collectivistes, forçant les anarchistes à s'intégrer dans des structures de guerre plus centralisées.

Les anarchistes de la FAI ont toujours voulu privilégier une révolte sociale mais n'ont pas réussi à construire une force politique confédérale suffisamment solide pour maintenir l'autonomie des régions contre l'État. La mise en place d'un syndicat unique a permis de coordonner les efforts des travailleuses, mais les décisions successives de la direction de la CNT ont mené à une centralisation excessive du syndicat et ont définitivement fragilisé la naissance d'une organisation anarchiste globale. Seule cette organisation aurait pu s'opposer réellement à l'étatisation imposée par le gouvernement républicain.

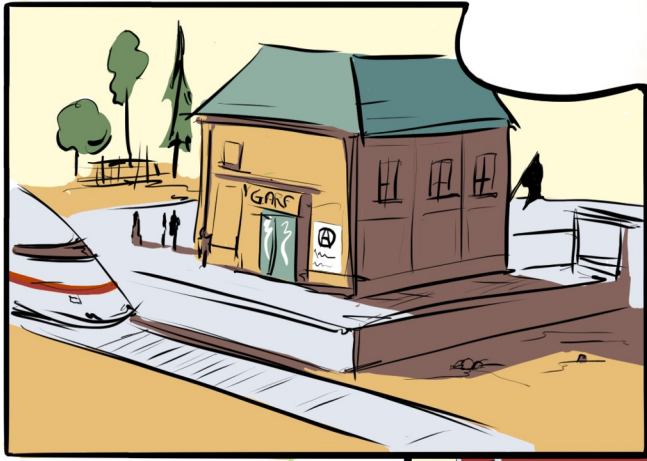
Le gouvernement républicain a eu alors les mains libres pour mettre fin à la révolution anarchiste et à l'autonomie des collectivités.

Fin de l'extrait.

Crabi & Alpagata - 26 Mars 2025 - Hommage à nos ancêtre d'Espagne - Pour que leurs expériences nourrissent nos idées et nos actions d'aujourd'hui et de demain.



Pour une organisation libre, sans autoritarisme



COOPERATIVE



AUTONOMIE

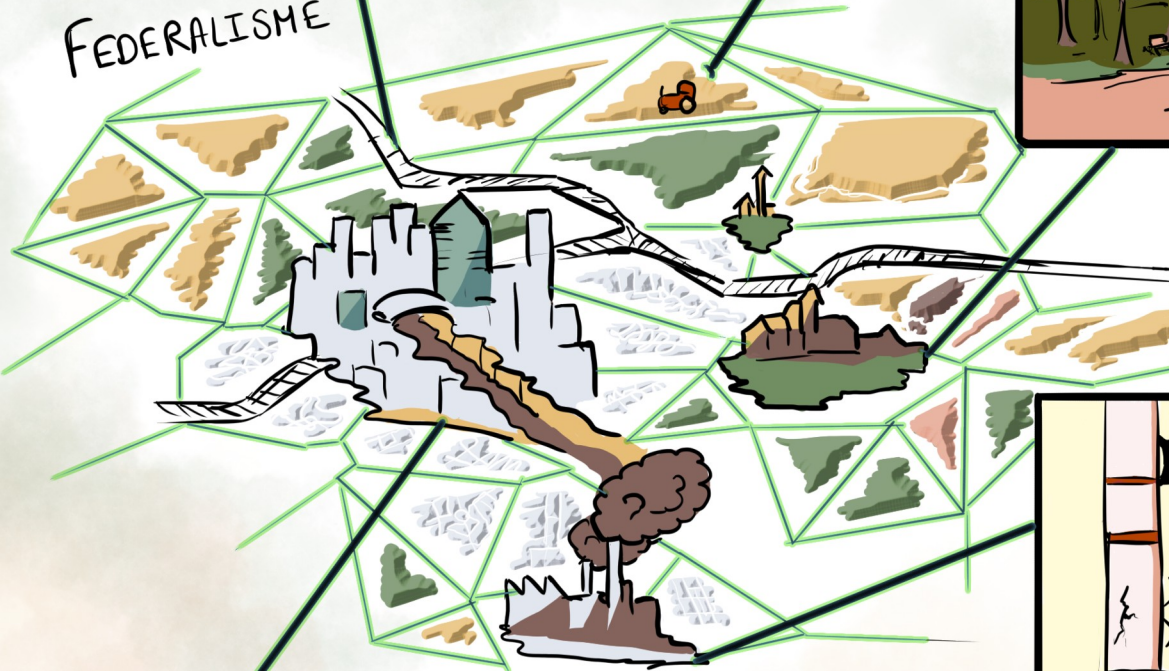


MUTUALISME

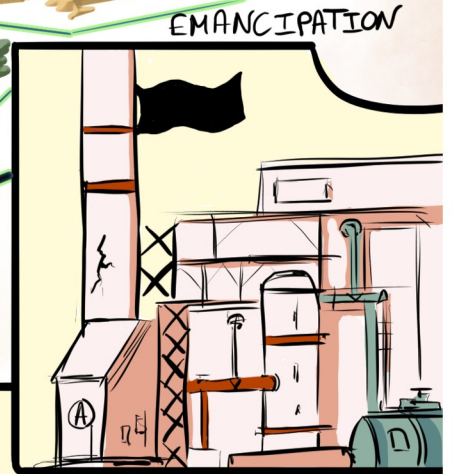


COLLECTIVISME

FEDERALISME



AUTOGESTION



EMANCIPATION

